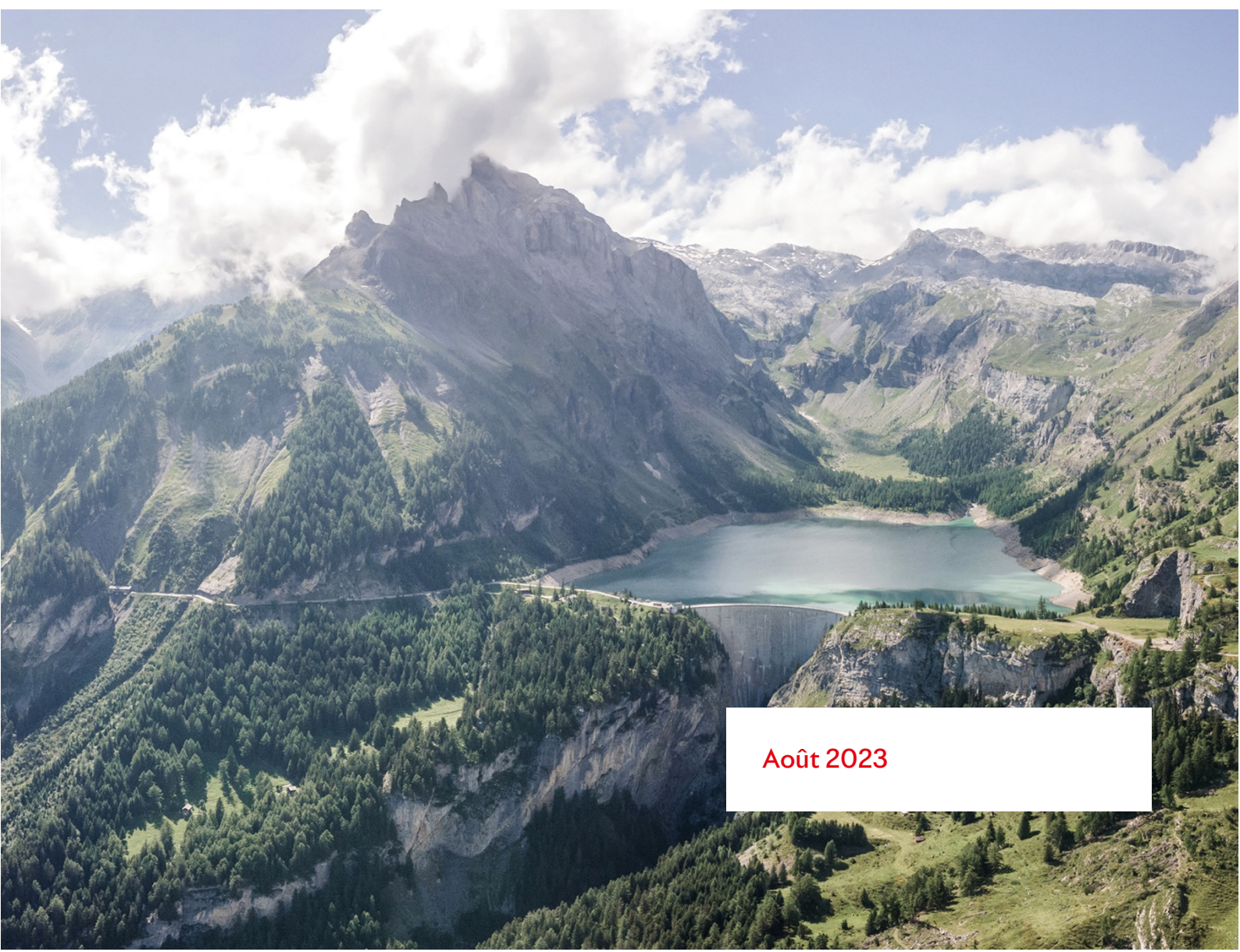


Baromètre bancaire 2023

L'évolution conjoncturelle des banques en Suisse



Août 2023

Table des matières

Executive Summary	4
1. Environnement politique et économique	11
Développements économiques	11
Situation en matière de taux d'intérêt	14
Stabilité financière	15
Finance numérique, innovation et cybersécurité	17
Réglementation et compliance	18
Fiscalité	19
Accès au marché	20
2. Résultat consolidé	21
2.1 Evolutions en 2022	21
2.2 Contexte économique mitigé au premier semestre 2023	26
3. Opérations au bilan	27
3.1 Evolutions en 2022	27
3.2 Stabilité du total consolidé des bilans au premier semestre 2023	37
4. Gestion de fortune	38
4.1 Evolutions en 2022	38
4.2 Hausse des actifs sous gestion au premier semestre 2023	43
5. Emploi dans les banques en Suisse	43
5.1 Evolutions en 2022	43
5.2 Solidité de l'emploi dans les banques suisses avant les décisions concernant Credit Suisse	45

6. Swiss Banking Outlook	49
Timide embellie conjoncturelle	50
Résultat consolidé porté par la dynamique des opérations d'intérêts	53
Deux potentiels importants: l'expérience numérique de la clientèle et la finance durable	55
Croissance ininterrompue en matière de finance durable	59
Bibliographie	61

Executive Summary

Le secteur bancaire est un facteur clé de succès pour l'économie et la place financière de notre pays. La Suisse compte parmi les premières places financières au monde et occupe la position de leader en matière de gestion de fortune transfrontalière. Les évolutions intervenues en amont de la reprise de Credit Suisse par UBS ont entraîné des transferts d'avoirs de la clientèle. Pourtant, malgré un contexte exigeant, les banques en Suisse ont connu globalement un solide développement en 2022 et dégagé un résultat quasiment stable. Pour 2023, les chiffres sont encourageants même si des défis restent à relever. La première édition du Swiss Banking Outlook prévoit un résultat consolidé en hausse et identifie plusieurs potentiels de rendement pour les banques.

Partie I: le secteur bancaire suisse

La place financière suisse compte parmi les plus compétitives de la planète et est le numéro un mondial en matière de gestion de fortune transfrontalière. Les conditions-cadres de premier ordre ainsi que la réglementation exemplaire dont elle bénéficie ne sont pas pour rien dans sa forte capacité d'innovation et sa stabilité.

Ralentissement conjoncturel, solidité du marché de l'emploi

La remise en route de l'économie après la pandémie de COVID-19, mais aussi diverses crises géopolitiques et une inflation en hausse, ont marqué l'évolution conjoncturelle de leur empreinte en 2022. La croissance économique s'est nettement ralentie. Pour 2023, le Swiss Banking Outlook table sur un produit intérieur brut (PIB) en hausse de 0,9 %. Le marché suisse de l'emploi reste solide: le taux de chômage dans le secteur bancaire est nettement inférieur à ce qu'il était avant la pandémie de COVID-19 et de nombreux postes sont à pourvoir.

Relèvement marqué du taux directeur de la BNS dans un contexte de forte inflation

Au vu du niveau élevé de l'inflation, la Banque nationale suisse (BNS) a relevé son taux directeur par étapes depuis juin 2022, mettant ainsi un terme à sa politique de taux d'intérêt négatifs. De plus, elle ne considère plus que le franc suisse est surévalué. Dans le sillage du relèvement du taux directeur, les taux hypothécaires et les taux d'intérêt de l'épargne sont eux aussi remontés. Les banques ont retrouvé leurs marges d'avant la phase de taux d'intérêt négatifs sur les nouvelles opérations d'intérêts, mais la rémunération moyenne du portefeuille de crédit global n'augmente que progressivement.

Des mesures fortes pour assurer la stabilité financière

Dans le domaine des opérations d'intérêts, le redressement de la situation sur le front du résultat a globalement renforcé la capacité de résistance du secteur financier. Aux Etats-Unis, les réévaluations consécutives au tournant en matière de taux d'intérêt ont conduit à la faillite de plusieurs banques dont la gestion des risques de taux était défailante. Cela a considérablement compliqué les choses pour des banques

comme Credit Suisse, qui souffrait déjà d'une perte de confiance de sa clientèle. La reprise de Credit Suisse par UBS, assortie des mesures décidées par les autorités suisses, s'est révélée pertinente et efficace pour garantir la stabilité du système et préserver la confiance dans les établissements bancaires. Globalement, les banques suisses sont bien positionnées pour faire face au contexte macroéconomique exigeant et surmonter d'éventuelles crises à venir.

Mobilisation autour du franc suisse numérique et du multibanking pour renforcer la place suisse

Sous l'égide de l'ASB, un groupe de banques a lancé un projet visant à introduire, sur la base de dépôts tokenisés, un franc suisse numérique qui aurait le caractère de bien public. Cette nouvelle monnaie, appelée «jeton de monnaie scripturale», permettrait et simplifierait le négoce d'actifs numériques et le règlement des opérations sur actifs numériques, le trafic des paiements au sein de l'«économie 4.0» ainsi que les applications *peer-to-peer*, c'est-à-dire sans intermédiaires (finance décentralisée).¹ Par ailleurs, la branche contribue activement à ce que les objectifs formulés fin 2022 par le Conseil fédéral en matière d'open finance puissent être atteints sur la place financière suisse. Début mai 2023, plusieurs banques commerciales ont signé un «Memorandum of Understanding» qui rend possible l'introduction d'offres de multibanking destinées aux personnes physiques grâce à l'ouverture des interfaces requises à cet effet.

Dernière ligne droite pour le train de réformes du Comité de Bâle

Bâle III final vise à transposer en droit national les derniers éléments issus du train de réformes du Comité de Bâle, notamment les prescriptions en matière de fonds propres applicables aux banques. L'ASB soutient le train de réformes sur le principe mais considère que des ajustements s'imposent, notamment en ce qui concerne la réglementation du marché hypothécaire. Afin de prévenir toute distorsion de concurrence au détriment de la place financière suisse et de l'économie nationale, il faudrait en outre tenir compte de la mise en œuvre sur les principales places financières concurrentes.

Approbation dans les urnes de la proposition de mise en œuvre de l'imposition minimale de l'OCDE

Les électrices et les électeurs suisses se sont prononcés très récemment sur trois projets fiscaux. Contrairement aux recommandations des milieux économiques, ils ont voté contre le projet de modification de la loi fédérale sur les droits de timbre au printemps 2022, puis contre la réforme de l'impôt anticipé à l'automne 2022. En revanche, en juin 2023, ils ont approuvé à une nette majorité la proposition du Conseil fédéral concernant la mise en œuvre de l'imposition minimale de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). A partir de 2024, les grandes entreprises internationales seront assujetties dans le monde entier à un impôt minimal sur les bénéfices de 15 %. La proposition suisse de mise en œuvre vise à faire en sorte que les nouvelles recettes fiscales reviennent à la Suisse plutôt qu'à des pays étrangers.

Approbation par le Conseil fédéral des paramètres d'un mandat de négociation avec l'UE

Les efforts visant à simplifier l'accès au marché de l'Union européenne (UE) se poursuivent. Le Conseil fédéral a approuvé en juin 2023 les paramètres d'un mandat de négociation avec l'UE. Il privilégie une approche dite verticale, qui consiste à ancrer des éléments institutionnels dans chaque accord sur le marché intérieur. L'adoption du mandat de négociation par le Conseil fédéral devrait intervenir d'ici la fin

¹ ASB (2023). Le jeton de monnaie scripturale. Une nouvelle monnaie pour la Suisse numérique. Livre blanc de l'ASB.

de l'année 2023. En outre, un accord entre la Suisse et le Royaume-Uni concernant la libéralisation et l'extension de l'accès mutuel au marché en matière de services financiers devrait être bientôt finalisé.

Partie II: évolution consolidée des banques

2022 a été une année exigeante pour les banques suisses. Leur résultat consolidé s'est légèrement replié et, pour la première fois depuis dix ans, le total des bilans a enregistré une baisse marquée. L'évolution varie fortement selon les groupes de banques.

Accroissement de la part du résultat des opérations d'intérêts et des opérations de négoce dans le résultat consolidé

Le résultat des opérations d'intérêts, en hausse de 2,8 %, est redevenu la composante majeure du résultat consolidé des banques. Cette progression s'explique principalement par le tournant en matière de taux d'intérêt. Le résultat des opérations de négoce s'est aussi fortement accru par rapport à l'année précédente, tandis que le résultat des opérations de commissions et prestations de services suivait une trajectoire inverse – en raison sans doute de l'évolution défavorable du marché en 2022, où le Swiss Market Index (SMI) a reculé d'environ 17 %. Au total, il en est résulté un léger repli du résultat consolidé (-0,9 %). Le bénéfice annuel généré par l'activité des banques a baissé de 16,3 % en 2022, à CHF 6,5 milliards. Les banques ont versé CHF 2,1 milliards aux caisses de l'Etat, ce qui est conforme à la moyenne pluriannuelle.

Forte décreue des liquidités, les créances hypothécaires toujours en tête des postes d'actif

En 2022, le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse a enregistré un recul sensible de 6,9 %, à CHF 3 339,7 milliards. Ce recul est imputable en particulier aux grandes banques et provient sans doute pour l'essentiel des transferts d'avoires de la clientèle au détriment de Credit Suisse. Les liquidités ont fortement décreu, tandis que les placements financiers affichaient une solide hausse. Les comptes de virement des banques auprès de la BNS ont enregistré une baisse sans précédent depuis dix ans, qui résulte de la vente de devises étrangères par la BNS, mais aussi du relèvement du taux directeur et de la hausse corrélative des coûts d'opportunité liés à la détention de liquidités ainsi que des importants besoins de liquidités de Credit Suisse. Les créances hypothécaires sont restées le principal poste d'actif, à 35,2 %. Jamais auparavant elles n'avaient représenté plus du tiers du total des actifs.

Forte baisse des dépôts à vue, due pour partie à des arbitrages en faveur des dépôts à terme

Du côté des passifs, les engagements résultant des dépôts de la clientèle ont enregistré en 2022 un net recul (-8,5 %) dû à la baisse des dépôts à vue et des autres engagements résultant des dépôts de la clientèle. Cette baisse des dépôts à vue s'explique pour partie par des arbitrages en faveur des dépôts à terme, mais elle est surtout liée à des sorties d'avoires de la clientèle chez Credit Suisse en octobre 2022. Certains de ces fonds ont sans doute été transférés à d'autres groupes de banques, puisque les banques cantonales, les banques Raiffeisen ainsi que les banques régionales et caisses d'épargne ont enregistré en 2022 une augmentation de leurs dépôts à vue malgré la hausse des coûts d'opportunité.

Baisse des actifs sous gestion dans le sillage de l'évolution défavorable des marchés d'actions

Les actifs sous gestion dans les banques en Suisse ont enregistré en 2022 un recul marqué (-11,2 %), qui concerne tant les actifs de la clientèle suisse que ceux de la clientèle étrangère. La contraction notable des portefeuilles de titres (-13,9 %), consécutive à l'évolution défavorable du marché, a joué un rôle moteur dans cette évolution. Le franc suisse est resté la principale monnaie de placement, avec une part de plus de 50 %. Dans une perspective historique pluriannuelle, les actifs sous gestion ont globalement enregistré une forte progression depuis 2012, même s'ils ont baissé en 2022 jusqu'à leur niveau des années 2019/2020.

Augmentation des effectifs des banques en Suisse pour la troisième année consécutive

En 2022, les effectifs des 235 banques suisses ont augmenté sur le territoire national (+1 429 équivalents plein temps) pour la troisième année consécutive. Ils ont ainsi dépassé leur niveau de 2017. Les grandes banques ont supprimé 25 postes en 2022, alors que les autres groupes de banques en ont créé 1 453 au total. En fin d'année, selon le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), le taux de chômage dans le secteur financier s'établissait à 2,0 %, soit légèrement en deçà de celui de l'économie globale.

Il ressort de l'enquête réalisée par l'ASB que si l'emploi dans les banques suisses a baissé de presque 2 % au premier semestre 2023, cette évolution est imputable exclusivement aux effectifs à l'étranger. Sur le territoire national, les effectifs ont augmenté de 0,3 % sur la même période. Selon le SECO, le taux de chômage dans le secteur financier est resté stable par rapport à fin 2022, à 2,0 %. L'enquête de l'ASB ne permet pas de dégager des perspectives claires quant à l'évolution de l'emploi d'ici la fin de l'année. Les anticipations des banques interrogées sont certes positives pour le second semestre 2023, mais les prévisions des grandes banques ne sont pas prises en compte. Alors que 5,7 % des banques interrogées prévoient de supprimer des emplois, 37,7 % d'entre elles prévoient d'en créer et plus de la moitié (56,6 %) ne se prononcent pas. Toujours selon l'enquête réalisée par l'ASB, c'est surtout dans les domaines Retail Banking, Wealth Management et Logistique et Operations (*back office*) que les effectifs devraient s'accroître au second semestre 2023.

Graphique 1

Structure du secteur bancaire suisse, fin 2022

Groupes de banques	2021	2022	Nouveaux établissements	Reclassifications	Disparitions d'établissements
Banques cantonales	24	24	0	0	0
Grandes banques	4	4	0	0	0
Banques régionales et caisses d'épargne	59	59	0	0	0
Banques Raiffeisen	1	1	0	0	0
Banques étrangères	93	86	3	-1	9
Banquiers privés	5	5	0	0	0
Banques boursières	36	38	2	0	0
Autres banques	17	18	0	1	0
Total	239	235	5	0	9

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Un environnement économique exigeant pour les banques

Après un second semestre 2022 marqué par une conjoncture atone, l'évolution économique est restée modérée au premier semestre 2023. Certes, la demande intérieure était toujours forte, mais le nombre des faillites a augmenté et les coûts de financement se sont accrus pour les entreprises. L'inflation s'est légèrement tassée depuis le début de l'année, mais reste à un niveau élevé. L'évolution des marchés financiers, plus favorable qu'en 2022, devrait avoir des répercussions positives sur les opérations de négoce et de commissions des banques. En outre, la marge d'intérêts pour les nouveaux crédits et hypothèques a retrouvé son niveau d'avant la phase de taux d'intérêt négatifs. Le Swiss Banking Outlook anticipe dès lors pour 2023 un résultat consolidé en hausse par rapport à 2022. Le total consolidé des bilans est resté quasiment stable (+0,2 %) sur les cinq premiers mois de l'année en cours. Quant aux actifs sous gestion, ils ont progressé de 5,5 % sur les premiers mois de l'année 2023, mais sans parvenir à compenser entièrement le fort recul enregistré en 2022.

Partie III: Swiss Banking Outlook

Le Swiss Banking Outlook est une nouvelle publication. Sur la base d'une enquête réalisée auprès d'expert.e.s chevronné.e.s des marchés financiers, il propose une vision prospective de la branche en présentant l'évolution attendue d'un certain nombre d'indicateurs (indicateurs conjoncturels et indicateurs des marchés financiers) ainsi que les perspectives sur des sujets importants pour l'activité de la place bancaire suisse d'ici fin 2024.

Faible croissance économique et inflation supérieure à 2 % attendues pour 2023

Selon le Swiss Banking Outlook, la croissance économique s'établira à 0,9 % et l'inflation à 2,4 % sur l'année en cours. Les expert.e.s pensent majoritairement que le taux directeur de la BNS ne dépassera pas son niveau actuel de 1,75 %. Pour 2024, les perspectives conjoncturelles sont un peu plus optimistes: on prévoit une croissance économique de 1,5 % ainsi qu'une baisse de l'inflation et une inversion de tendance en ce qui concerne les taux d'intérêt.

Hausse du résultat consolidé impulsée par les opérations d'intérêts

Le Swiss Banking Outlook prévoit pour l'année en cours une hausse du résultat consolidé, dont le moteur principal devrait être à nouveau le résultat accru des opérations d'intérêts. En revanche, au vu de la hausse du niveau des taux d'intérêt et du développement modéré de l'économie, les personnes interrogées tablent en majorité sur une croissance inférieure à la moyenne des crédits hypothécaires en 2023.

Deux potentiels phares pour la place bancaire suisse: l'expérience numérique de la clientèle et la finance durable

Selon le Swiss Banking Outlook, outre la hausse des taux d'intérêt, le potentiel de rendement des banques en Suisse réside, d'une part, dans l'amélioration continue de l'expérience client.e via les canaux numériques et, d'autre part, dans la promotion opiniâtre de la finance durable. Sur l'année 2023, les investissements durables devraient connaître une forte croissance en volume. En revanche, les coûts élevés liés à l'adaptation des systèmes informatiques ainsi que la densité réglementaire croissante, notamment, exposent la place bancaire suisse à des risques de rendement.

Graphique 2

Chiffres clés du secteur bancaire

	2021	2022	Variation
Nombre d'établissements	239	235	-4
Effectifs (en équivalents plein temps, en Suisse)	90 590	92 019	1,6%
en milliards de CHF			
Résultat consolidé	70,9	70,3	-0,9%
Résultat des opérations d'intérêts	23,8	24,5	2,8%
Résultat des opérations de commissions et prestations de services	25,5	23,3	-8,4%
Résultat des opérations de négoce	7,7	9	17,5%
Autres résultats ordinaires	13,9	13,4	-3,6%
Bénéfice brut généré par l'activité	28,3	26,8	-5,1%
Impôts sur le revenu et le bénéfice	2,6	2,1	-17,7%
Résultat sur la période (bénéfice annuel, perte annuelle)	7,8	6,5	-17,1%
Bénéfices annuels	9	8,4	-7,1%
Pertes annuelles	1,2	1,9	58,3%
Total des bilans	3 587,7	3 339,7	-6,9%
Encours de crédit	1 294,2	1 337,1	3,3%
Actifs sous gestion en Suisse	8 830,3	7 846,8	-11,2%
Actifs sous gestion transfrontalière pour le compte de client.e.s privé.e.s	2 395,3	2 249,3	-6,1%

Nota: variation par rapport à l'année précédente sur la base de chiffres non arrondis.

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse, Boston Consulting Group

La date limite de rédaction du Baromètre bancaire 2023 était le 14 août 2023.

1. Environnement politique et économique

Développements économiques

Après une année 2022 marquée par la hausse des taux d'inflation et par les effets des crises géopolitiques, l'horizon conjoncturel s'est légèrement dégagé au premier semestre 2023. Le marché de l'emploi reste solide.

Le premier semestre 2022 s'est déroulé, d'une part, sous le signe de la reprise de l'économie suisse après la pandémie de COVID-19. Les dépenses de consommation des ménages ont fortement augmenté et le chômage a poursuivi sa décrue. Mais d'autre part, diverses crises géopolitiques ont marqué cette période de leur empreinte: la guerre en Ukraine, les effets des sanctions internationales contre la Russie, la menace d'une pénurie énergétique, les confinements en Chine face au COVID-19 et la hausse des taux d'inflation ont pesé sur l'évolution conjoncturelle.² Au second semestre 2022, on a donc assisté à un net ralentissement de la croissance économique. Sur l'année 2022, le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse a augmenté de 2,1 %.³ L'horizon conjoncturel s'est légèrement dégagé au premier semestre 2023. Les dépenses de consommation des ménages se sont révélées robustes et le commerce extérieur de marchandises a progressé dans de nombreux domaines, grâce notamment à la normalisation des chaînes d'approvisionnement mondiales ainsi qu'à la baisse des coûts de transport. Le marché suisse de l'emploi reste solide. La pénurie de main-d'œuvre se fait même cruellement sentir dans bien des secteurs et le taux de chômage est nettement inférieur à ce qu'il était avant la pandémie de COVID-19. Les indicateurs de l'emploi sont tous largement au-dessus de leur moyenne pluriannuelle.⁴ Pour le deuxième trimestre 2023, la tendance est au ralentissement de la dynamique économique. Si un certain nombre d'indicateurs conjoncturels continuent de tabler sur une expansion du secteur des services, il faut s'attendre à une contraction de la production dans l'industrie suisse. Le SECO anticipe sur l'ensemble de l'année 2023 une croissance du PIB suisse de 1,1 %, mais il a identifié de nombreux risques de dégradation.⁵

En février 2022, la hausse des prix à la consommation a dépassé pour la première fois depuis 2008 le plafond de 2 % fixé par la Banque nationale suisse (BNS) pour la stabilité des prix, et le renchérissement annuel moyen s'est établi à +2,8 % en 2022.⁶ Alors que l'inflation était imputable pour près de moitié à la hausse des prix de l'énergie au premier semestre 2022, le renchérissement s'est nettement généralisé au cours des mois suivants.⁷ En juin 2022, la BNS a donc relevé son taux directeur pour la première fois depuis quinze ans, amorçant ainsi le tournant en matière de taux d'intérêt. La hausse des prix à la consommation n'en a pas moins perduré au premier semestre 2023 et, en janvier 2023, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire l'évolution des prix hors produits alimentaires, énergie et carburants, a dépassé pour la première fois depuis mai 2001 le plafond fixé par la BNS. Sur la seconde partie de l'année, la pression des prix devrait encore s'accroître et peser sur le pouvoir d'achat des ménages. En raison du relèvement du taux directeur, le SECO anticipe une hausse des loyers en octobre pour environ la moitié des ménages.⁸

² SECO (2022). Tendances conjoncturelles. Été et automne 2022.

³ SECO (2023). Tendances conjoncturelles. Printemps 2023.

⁴ Voir p. ex. les prévisions d'évolution de l'emploi du SECO, l'indice du marché de l'emploi publié par Adecco ou l'indicateur de l'emploi du KOF.

⁵ SECO (2023). Tendances conjoncturelles. Été 2023.

⁶ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/actualites/quoi-de-neuf.assetdetail.23908199.html>

⁷ SECO (2022, 2023). Tendances conjoncturelles. Automne 2022 et printemps 2023.

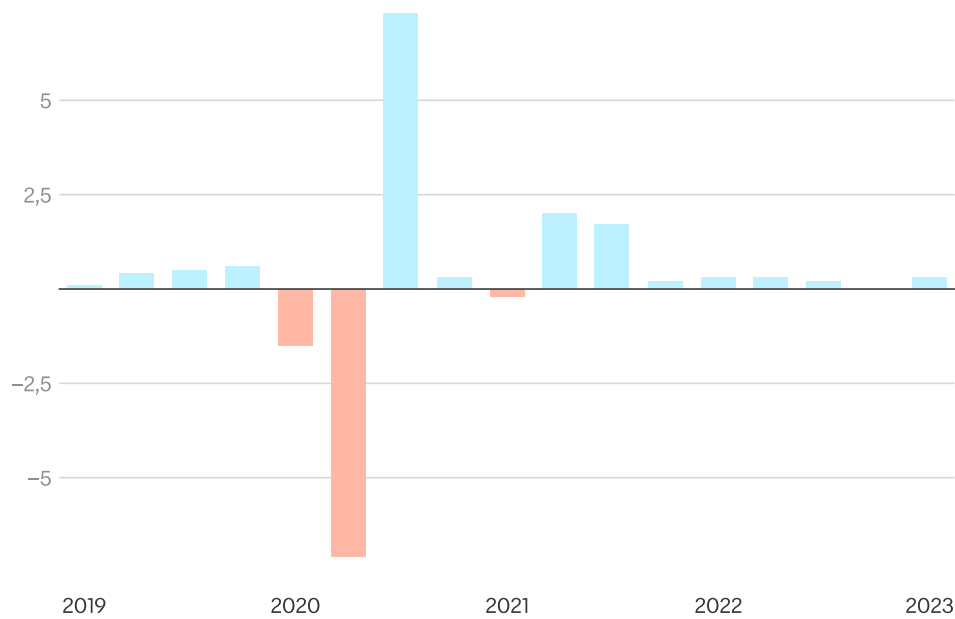
⁸ SECO (2023). Tendances conjoncturelles. Été 2023.

Le renchérissement en Suisse reste toutefois modéré en comparaison internationale, grâce notamment à l'appréciation du franc suisse qui a permis de limiter l'inflation importée.

Graphique 3

Produit intérieur brut, réel, corrigé des variations saisonnières

Variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %

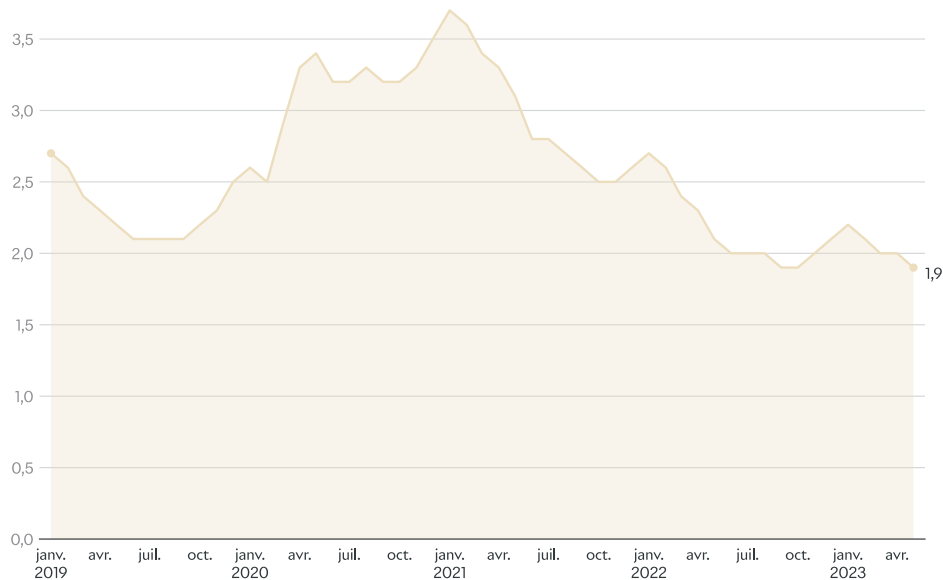


Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Secrétariat d'Etat à l'économie 2023

Graphique 4

Taux de chômage, non corrigé des variations saisonnières

En %

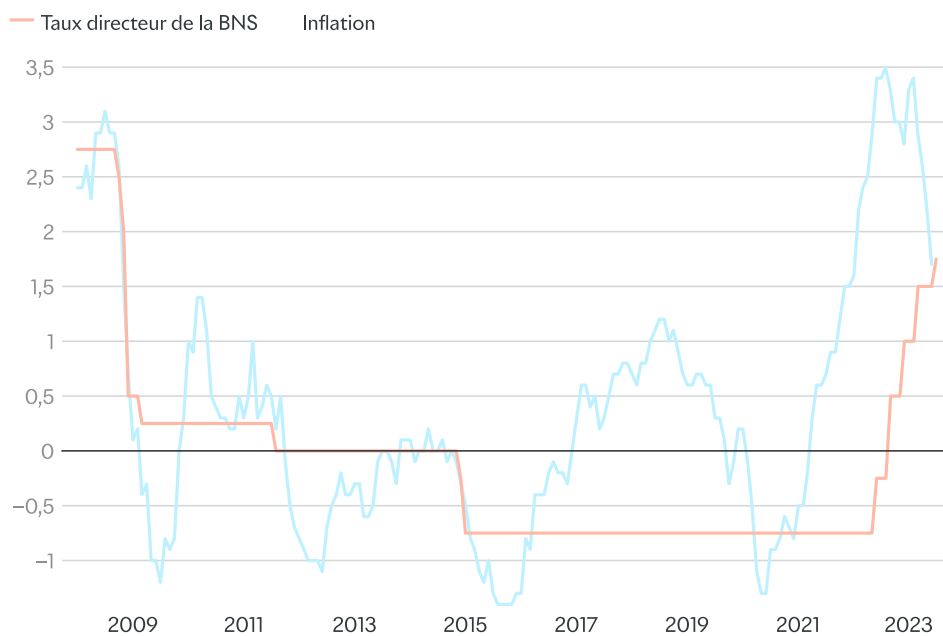


Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Secrétariat d'Etat à l'économie 2023

Graphique 5

Taux directeur de la BNS et inflation

En %



Graphique: Association suisse des banquiers - Sources: Banque nationale suisse, Office fédéral de la statistique

Situation en matière de taux d'intérêt

Face à la persistance d'une forte inflation, la BNS a relevé progressivement son taux directeur et laissé entrevoir d'autres interventions sur les taux. La marge d'intérêt pour les nouveaux crédits et hypothèques a retrouvé son niveau d'avant la phase de taux d'intérêt négatifs. Mais la hausse des taux n'est pas exempte de risques conjoncturels.

En juin 2022, pour la première fois depuis quinze ans et afin de contrer la pression inflationniste accrue, la BNS a relevé son taux directeur d'un demi-point de pourcentage, à -0,25 %. Depuis lors, au vu de la hausse marquée et persistante des prix à la consommation ainsi que de la généralisation de l'inflation au second semestre 2022, elle a réitéré cette intervention à plusieurs reprises et mis un terme définitif à sa politique de taux d'intérêt négatifs. Le relèvement décidé en juin 2023 a porté le taux directeur à 1,75 %. La BNS n'exclut pas d'autres interventions sur les taux.⁹

Suite à l'abandon de la politique de taux d'intérêt négatifs par la BNS, la politique monétaire n'a plus les mêmes effets sur les avoirs à vue des banques. Depuis septembre 2022, ces derniers sont rémunérés au taux directeur de la BNS jusqu'à un certain seuil.¹⁰ La part des avoirs à vue dépassant ce seuil est rémunérée au taux directeur de la BNS réduit de 0,5 %. Au cours des derniers trimestres, les ventes de devises ont occupé elles aussi le devant de la scène,¹¹ la BNS ne considère plus que le franc suisse est surévalué.¹² Jusqu'en septembre 2022, la BNS a dégagé sur les avoirs à vue des banques et autres opérateurs financiers un produit de CHF 0,6 milliard. En revanche, entre septembre et décembre 2022, les taux d'intérêt positifs applicables aux avoirs à vue ont généré une charge de CHF 0,8 milliard.¹³

Parallèlement au relèvement du taux directeur, les taux hypothécaires sont eux aussi remontés. Dans le domaine des opérations d'intérêts, qui est essentiel pour les banques, la marge a retrouvé son niveau d'avant la phase de taux d'intérêt négatifs. Les expert.e.s interrogé.e.s dans le cadre de l'élaboration du Swiss Banking Outlook anticipent majoritairement une croissance inférieure à la moyenne en 2023, en particulier pour les crédits hypothécaires. Quant aux épargnantes et aux épargnants, depuis la fin de la politique de taux d'intérêt négatifs, ils voient à nouveau leurs dépôts rémunérés. La hausse des taux d'intérêt de l'épargne est toutefois un peu plus lente que celle du taux directeur. Ce décalage dans le temps s'explique par le fait que, pour les opérations d'intérêts des banques, il y a lieu de prendre en compte non seulement le taux applicable aux nouvelles affaires, mais aussi la rémunération moyenne du portefeuille de crédit global. Or cette dernière, selon une analyse effectuée sur mandat de l'ASB, restera nettement inférieure au taux directeur pendant un certain temps encore. Cela restreint la marge de manœuvre des banques en matière de rémunération des dépôts d'épargne.¹⁴ Néanmoins, confrontées à une rude concurrence, les banques ont commencé à relever les taux d'intérêt de l'épargne et, après que la

⁹ BNS (2023). Examen du 22 juin 2023 de la situation économique et monétaire.

¹⁰ Pour les banques résidentes, le seuil est égal à la moyenne mobile du montant des réserves minimales requises des 36 périodes d'application précédentes, multipliée par le coefficient du seuil. (BNS, 2022, note concernant les taux d'intérêt appliqués aux avoirs à vue). Depuis juillet 2022, ce coefficient est de 28 (cf. https://www.snb.ch/fr/i/about/stat/statrep/id/current_interest_exchange_rates#t2).

¹¹ BNS (2023). Examen du 22 juin 2023 de la situation économique et monétaire.

¹² BNS (2022). Examen du 16 juin 2022 de la situation économique et monétaire.

¹³ BNS (2023). Rapport de gestion 2022.

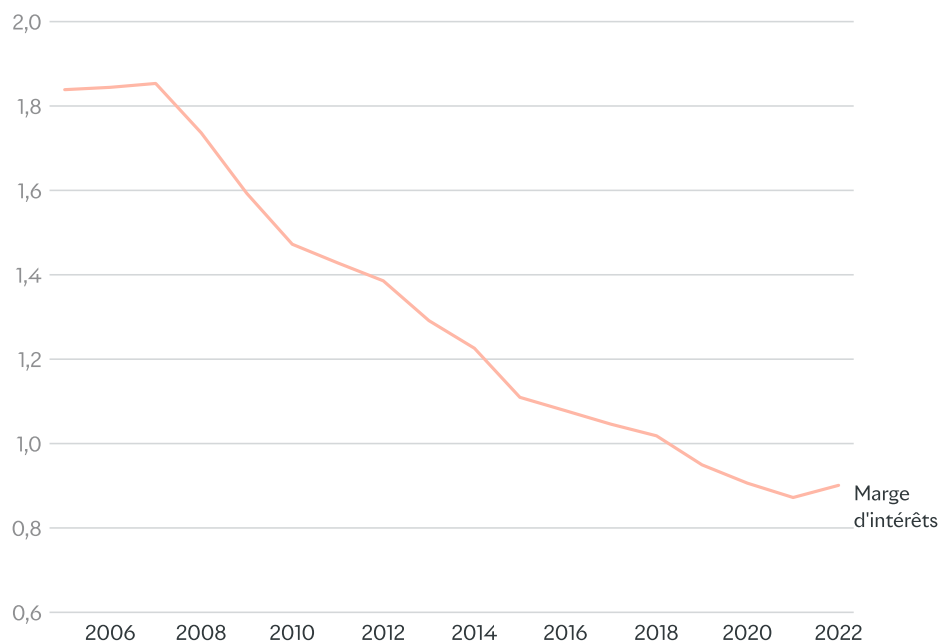
¹⁴ Orbit36 Risk Finance Solutions SA (2023). Analyse der Entwicklung der Sparzinsen im Vergleich zu den Hypothekarzinsen bei den Schweizer Banken. Etude réalisée sur mandat de l'ASB (en allemand uniquement).

BNS a décidé de relever son taux directeur en juin 2023, elles ont annoncé qu'elles poursuivraient dans cette voie en faveur des épargnantes et des épargnants.

Graphique 6

Marge d'intérêts nette, banques à vocation nationale

En %



Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

Stabilité financière

L'abandon par les banques centrales de la politique de taux d'intérêt bas qu'elles suivaient depuis des années met les banques à l'épreuve en matière de gestion des risques. En outre, l'accroissement des tensions géopolitiques et de la fragmentation financière pèse sur la circulation transfrontalière des capitaux.

Poussées par la persistance d'une forte inflation, la Réserve fédérale américaine (Fed), la Banque centrale européenne (BCE) et d'autres banques centrales ont relevé leurs taux directeurs en plusieurs étapes. A fin juillet 2023, la marge de fluctuation du taux directeur de la Fed était de 5,25 % à 5,5 %. La Fed a en outre commencé dès juin 2022 à réduire son portefeuille d'emprunts.¹⁵ Depuis août 2023, le taux directeur de la BCE est fixé à 4,25 %. Afin de réduire la masse monétaire, la BCE a entrepris en outre de réduire son portefeuille constitué dans le cadre de l'Asset Purchase Programme (APP). A partir de mars 2023, les

¹⁵ Fed (2022/23). FOMC statement and implementation note du 15 juin 2022 et du 26 juillet 2023.

montants des rachats n'ont plus été intégralement réinvestis à l'échéance et, depuis août 2023, ils ne le sont plus du tout.¹⁶

L'abandon par les banques centrales de la politique de taux d'intérêt bas qu'elles suivaient depuis des années met les banques à l'épreuve en matière de gestion des risques. Pendant la phase de taux d'intérêt bas, marquée par une faible volatilité et un important volume de liquidités disponibles, les opératrices et les opérateurs ont été nombreux à accroître leur exposition aux risques de liquidité, de durée et de défaillance de crédit. Aux Etats-Unis, des réévaluations consécutives au tournant en matière de taux d'intérêt ont contribué à la faillite de plusieurs banques.

En Suisse, diverses évolutions ont conduit à la reprise de Credit Suisse par UBS.¹⁷ Credit Suisse a enregistré de lourdes pertes ces dernières années. D'importantes sorties d'avoirs de la clientèle sont intervenues dès le mois d'octobre 2022, avant de s'amplifier encore fortement dans les jours précédant la reprise par UBS en mars 2023. La diffusion rapide d'informations via les canaux numériques, ainsi que la possibilité pour la clientèle de procéder rapidement à des retraits en ligne, sont de nature à accroître grandement le risque et l'ampleur d'une panique bancaire, ce qui représente de nouveaux défis en termes de préservation de la stabilité financière.¹⁸ La reprise de Credit Suisse par UBS, annoncée le 19 mars 2023, ainsi que les mesures complémentaires prises par les autorités, ont immédiatement stabilisé la situation chez Credit Suisse et au sein du système financier dans son ensemble. Cette réaction s'est révélée pertinente et efficace pour renforcer la confiance dans les établissements financiers.

Dans son rapport annuel sur la stabilité financière, la BNS insiste sur le contexte macroéconomique toujours difficile dans lequel les banques évoluent actuellement. Mais les quatre scénarios de stress examinés (choc de taux d'intérêt, récession mondiale, crise dans les pays émergents, récession durable dans la zone euro) montrent que les banques suisses, fortes d'un solide volant de fonds propres, sont bien positionnées pour gérer ce contexte et surmonter d'éventuelles crises.¹⁹

Les tensions géopolitiques accrues sont également un défi de taille pour le système financier. La dégradation des relations entre les Etats-Unis, la Chine et la Russie fait risquer une désintégration des marchés mondiaux et/ou une fragmentation financière. Un éventuel ralentissement de la circulation transfrontalière des capitaux aurait pour effet, d'une part, d'accroître le risque de sorties brutales de capitaux et, d'autre part, de réduire les possibilités de diversification des risques, avec toutes les conséquences négatives que cela aurait sur la stabilité des marchés financiers mondiaux.²⁰

¹⁶ BCE (2023). Décisions de politique monétaire du 4 mai et du 27 juillet 2023.

¹⁷ FMI (2023). Global Financial Stability Report.

¹⁸ Finanz und Wirtschaft (2023). Flash Bank Runs (en allemand uniquement).

¹⁹ BNS (2023). Rapport sur la stabilité financière 2023.

²⁰ FMI (2023). Global Financial Stability Report.

Finance numérique, innovation et cybersécurité

Les évolutions technologiques ouvrent de nouvelles perspectives au secteur financier suisse en termes de compétitivité et d'innovation. Mais en parallèle, elles lui imposent de renforcer sa capacité de défense contre les cyberattaques.

Les évolutions technologiques appliquées aux activités financières recèlent de multiples opportunités pour la place financière suisse. Dans un rapport stratégique publié en février 2022, le Conseil fédéral a défini douze champs d'action pour la Suisse en matière de finance numérique.²¹ Dans chacun de ces champs d'action, il a identifié des mesures à prendre pour optimiser les conditions-cadres et les facteurs d'implantation sur la place financière suisse au vu des évolutions technologiques. Ces mesures seront mises en œuvre dans une étroite coordination entre les acteurs politiques, les autorités, l'économie privée et les milieux scientifiques. L'ASB salue l'initiative du Conseil fédéral: celle-ci rend possibles des processus de changement, traite la question des risques, assure la stabilité, l'intégrité et la compétitivité internationale de la place financière suisse ainsi que son interconnexion sur la scène mondiale, et encourage la durabilité.

Sous l'égide de l'ASB, un groupe de banques a lancé le projet d'introduire, sur la base de dépôts tokenisés, un franc suisse numérique qui aurait le caractère de bien public. Ce jeton de monnaie scripturale, qui reposerait sur une blockchain publique, permettrait et simplifierait le négoce d'actifs numériques et le règlement des opérations sur actifs numériques, le trafic des paiements au sein de l'«économie 4.0» ainsi que les applications *peer-to-peer*, c'est-à-dire sans intermédiaires (finance décentralisée).²² L'émission d'un franc suisse numérique par des banques réglementées serait une étape décisive vers l'avenir des activités bancaires en Suisse et une contribution importante à la compétitivité et à la capacité d'innovation de notre pays.

L'approche fondée sur le marché en matière d'open finance est elle aussi porteuse d'avenir. Le «Memorandum of Understanding» signé début mai 2023 sous l'égide de l'ASB rend possible l'introduction d'offres de multibanking destinées aux personnes physiques, dans la mesure où les banques commerciales ouvriront les interfaces requises à cet effet.²³ Par son engagement, la branche contribue activement à ce que les objectifs formulés fin 2022 par le Conseil fédéral en matière d'open finance puissent être atteints sur la place financière suisse.

En relation avec le jeton de monnaie scripturale, mais aussi avec l'open finance, une e-ID pourrait être un facteur de succès dans le cadre de l'infrastructure étatique globale de confiance prévue. Elle renforcerait la sécurité et la confiance dans les relations d'affaires sur Internet tout en permettant une efficacité accrue et une meilleure protection contre les usurpations d'identité lors du processus de paiement. Selon l'ASB, une mise en œuvre rapide et pragmatique des dispositions légales est indispensable pour que l'e-ID se diffuse sans tarder au sein de la population et suscite une large adhésion de la part des acteurs économiques comme des autorités.²⁴ On prévoit que quelques années suffiront pour que l'e-ID devienne réalité.

Afin d'assurer la sécurité des transactions numériques, il est indispensable également de renforcer la cyberrésilience de la place financière suisse. C'est à cet effet qu'a été constituée en avril 2022, à Zurich,

²¹ Conseil fédéral (2022). Finance numérique : champs d'action 2022+. Rapport du Conseil fédéral du 2 février 2022

²² ASB (2023). Le jeton de monnaie scripturale. Une nouvelle monnaie pour la Suisse numérique. Livre blanc de l'ASB.

²³ ASB (2023). Memorandum of Understanding (MoU) entre des banques suisses visant à rendre possibles et à concrétiser des offres initiales de multibanking destinées aux personnes physiques.

²⁴ ASB (2022). Prise de position relative à l'avant-projet de loi fédérale sur l'identité électronique et autres moyens de preuve électroniques (loi sur l'e-ID, LeID).

l'association Swiss Financial Sector Cybersecurity Centre (Swiss FS-CSC). Forte déjà de plus de 130 membres, dont des banques, des entreprises d'assurance et des associations sectorielles, cette association s'est fixé pour objectifs de renforcer la cyberrésilience du secteur financier ainsi que d'encourager la coopération institutionnelle entre les établissements financiers et les autorités.²⁵ Grâce à un partenariat avec le Financial Services Information Sharing and Analysis Center (FS-ISAC), elle fournit à ses membres des rapports et des évaluations sur les menaces, contribue à la planification et à la mise en œuvre de mesures en situation de crise et propose des exercices ainsi qu'une aide en cas de cyberattaque.

Réglementation et compliance

La réglementation concernant les banques et les marchés financiers est un facteur majeur d'attractivité et de compétitivité pour la place financière suisse, qui est un leader mondial en matière de réglementation.

Bâle III final vise à transposer en droit national les derniers éléments issus du train de réformes du Comité de Bâle. Les changements concernent au premier chef les prescriptions en matière de fonds propres applicables aux banques. L'ASB soutient le train de réformes sur le principe mais considère que des ajustements s'imposent, notamment en ce qui concerne la réglementation du marché hypothécaire. Afin de prévenir toute distorsion de concurrence au détriment de la place financière suisse, il faudrait en outre tenir compte de la mise en œuvre sur les principales places financières concurrentes.²⁶

En conformité avec la révision de la loi sur les banques (LB), le Conseil fédéral a modifié les dispositions de l'ordonnance sur les banques (OB) concernant l'insolvabilité et la garantie des dépôts. Il a donné suite à la proposition de l'ASB de prévoir, en matière de garantie des dépôts toutes catégories de surveillance confondues, une variante de préfinancement supplémentaire incluant une solution de dépôt via la BNS. Les banques sont ainsi assurées de ne pas être pénalisées en termes de fonds propres et de liquidités au nom de l'amélioration de la garantie des dépôts. Les modifications de la LB et de l'OB sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

La numérisation croissante et les évolutions techniques génèrent des risques accrus au sein du secteur bancaire, en particulier dans les domaines du fonctionnement opérationnel et de la sécurité des données. L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) a concrétisé sa pratique prudentielle en la matière dans la circulaire «Risques et résilience opérationnels – banques». Elle a en outre intégré dans cette circulaire des éléments essentiels figurant dans les Recommandations en matière de Business Continuity Management (BCM) de l'ASB.²⁷ La nouvelle circulaire entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2024, date à laquelle les Recommandations susmentionnées de l'ASB deviendront caduques.

Après l'agression de la Russie contre l'Ukraine en février 2022, la Suisse a décidé de reprendre les sanctions de l'UE contre la Russie et le Bélarus. Les banques suisses ont appliqué les mesures de sanction mais, lors de la mise en œuvre concrète, elles ont été confrontées à des questions de principe, des difficultés et des imprécisions diverses. En juin 2022, la valeur des dépôts de ressortissantes et ressortissants russes ou de personnes physiques ou morales en Russie déclarés au SECO s'établissait à environ CHF 46 milliards.

²⁵ <https://fscsc.ch/>

²⁶ ASB (2022). Bâle III final. Prise de position de l'ASB.

²⁷ Voir ASB (2013). Recommandations en matière de Business Continuity Management (BCM).

• Swiss Banking

Au 25 novembre 2022, les avoirs gelés en Suisse s'élevaient au total à quelque CHF 7,5 milliards, auxquels s'ajoutaient quinze biens immobiliers.²⁸

Globalement, la place financière suisse compte parmi les mieux réglementées au monde, ce qui lui vaut de rester bien placée dans le *Global Financial Regulation, Transparency, and Compliance Index* (GFRTCI). La réglementation, la transparence et le respect des prescriptions financières sont des aspects déterminants dans l'analyse de la réputation et de l'attractivité des places financières.²⁹

Fiscalité

Une fiscalité attrayante et des règles efficaces en matière de compliance sont des atouts essentiels pour le secteur financier suisse. Entrent principalement dans ce cadre, outre l'imposition de l'activité des banques elles-mêmes, les règles visant à assurer la conformité fiscale de leurs clientes et de leurs clients.

Dans le domaine de la fiscalité des entreprises, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a entrepris depuis quelques années d'élaborer de nouvelles règles visant à redistribuer les recettes fiscales mondiales. A partir de 2024, dans une première étape, les grandes entreprises internationales seront assujetties dans le monde entier à un impôt minimal sur les bénéfices de 15 %. La proposition de mise en œuvre du Conseil fédéral, acceptée par le peuple en juin 2023, prévoit pour ces entreprises l'introduction d'un impôt complémentaire au niveau fédéral. Celui-ci sera dû dès lors que l'imposition minimale de l'OCDE n'est pas atteinte dans les cantons. Pour les autres entreprises de moindre taille, rien ne change. Les recettes issues de l'impôt complémentaire iront en majeure partie aux cantons dont la fiscalité était jusqu'alors moins élevée et pourront être affectées à la promotion économique. Les emplois et les recettes fiscales resteront ainsi en Suisse et les entreprises ne seront pas imposées au-delà du minimum requis.

Le marché des crypto-actifs s'est fortement développé au cours des dernières années. Les crypto-actifs peuvent se négocier et être conservés de manière décentralisée, sans faire appel à des intermédiaires financiers réglementés. Dès lors, il est potentiellement plus difficile de contrôler le respect des obligations fiscales y relatives. C'est dans ce contexte que l'OCDE a présenté en octobre 2022 la version finale du Cadre de déclaration des crypto-actifs (CDC), un dispositif d'échange automatique de renseignements (EAR) spécifique aux crypto-actifs.³⁰ De son point de vue, il n'était pas possible d'intégrer la déclaration des crypto-actifs dans le dispositif existant, d'où la juxtaposition du CDC et de l'EAR – alors qu'en intégrant le CDC dans l'EAR, on aurait pu éviter une redondance inutile pour les banques. L'ASB est néanmoins favorable à l'égalité de traitement entre le «crypto-monde» et le marché financier traditionnel en matière de transparence fiscale. Selon les conclusions de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres, qui s'est tenue le 8 juin 2023, le CDC est une norme minimale mondiale d'application quasi-contraignante pour les Etats membres. Sa mise en œuvre n'est pas attendue en Suisse avant 2026.

Une place économique et financière solide a besoin d'un marché des capitaux solide. Or la Suisse voit s'affaiblir son marché des capitaux, son marché monétaire et son marché du crédit en raison d'entraves

²⁸ <https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/seco/nsb-news.msg-id-91994.html>

²⁹ <https://www.sfi.ch/fr/about-us/news/gfrci-2023>

³⁰ <https://www.oecd.org/tax/exchange-of-tax-information/crypto-asset-reporting-framework-and-amendments-to-the-common-reporting-standard.htm>

fiscales comme l'impôt anticipé et les droits de timbre. En proposant une réforme de l'impôt anticipé, le Conseil fédéral ainsi qu'une nette majorité du Conseil national et du Conseil des Etats entendaient remédier à ce handicap. Mais en septembre 2022, les électrices et électeurs suisses ont voté «non» à une courte majorité.

Accès au marché

Après le rejet de l'accord institutionnel, le Conseil fédéral a réaffirmé son intention de poursuivre la voie bilatérale avec l'UE. Parallèlement, les négociations en vue d'un accord sur les services financiers entre la Suisse et le Royaume-Uni avancent.

Depuis qu'il a décidé, en mai 2021, de ne pas signer l'accord institutionnel entre la Suisse et l'UE, le Conseil fédéral a réaffirmé à plusieurs reprises son intention de poursuivre la voie bilatérale. En février 2022, lors de sa séance spéciale sur la politique européenne, il a défini les grandes lignes d'un paquet de négociation avec l'UE. Il souhaite ancrer des éléments institutionnels dans chaque accord sur le marché intérieur (approche verticale) et exclut de régler intégralement les questions institutionnelles dans un accord-cadre (approche horizontale). Des entretiens exploratoires ont été menés sur cette base avec l'UE. En juin 2023, le Conseil fédéral a approuvé les paramètres d'un mandat de négociation avec l'UE.³¹ Les domaines couverts par ce mandat ainsi que les objectifs généraux formulés s'inscrivent pour l'essentiel dans la ligne directrice fixée dès le mois de février 2022. Les objectifs spécifiques pour chaque domaine sont confidentiels. Sur la base des paramètres ainsi définis, le Conseil fédéral poursuivra les négociations avec l'UE et préparera l'adoption d'un mandat de négociation d'ici la fin de l'année.

L'ASB salue la volonté du Conseil fédéral de renforcer la voie bilatérale et de continuer à développer la politique européenne. Elle apprécie que dans son rapport intitulé «Etat actuel des relations Suisse-UE», adopté en juin 2023, il reconnaisse l'importance de l'UE pour le secteur financier suisse et mentionne l'approche spécifique aux établissements proposée par les banques comme une réponse possible aux défis à relever dans le secteur des services financiers. Cette approche créerait un régime d'autorisation permettant aux banques suisses de fournir des services transfrontaliers dans l'UE en respectant individuellement la réglementation européenne pertinente.³²

S'agissant des relations entre la Suisse et le Royaume-Uni, depuis la signature du «Joint Statement» par les ministres des finances des deux pays le 30 juin 2020, la libéralisation et l'extension de l'accès mutuel au marché dans le domaine des services financiers font l'objet d'intenses négociations.³³ L'objectif est de formaliser l'essentiel dans un traité. Il est prévu que ce traité se fonde sur le principe – jugé pertinent par la branche – de reconnaissance mutuelle (*mutual recognition*) en ce qui concerne la réglementation des marchés financiers et le cadre prudentiel. Pour les banques suisses, il est particulièrement important que les services d'investissement transfrontaliers destinés aux particuliers fortunés soient inclus dans le périmètre du traité. Ce dernier devrait être finalisé sous peu.

³¹ <https://www.eda.admin.ch/eda/fr/dfae/dfae/aktuell/newsuebersicht/2023/europa.html>

³² Conseil fédéral (2023). Etat actuel des relations Suisse-UE. Rapport du Conseil fédéral du 9 juin 2023.

³³ <https://www.news.admin.ch/news/message/attachments/61959.pdf>

2. Résultat consolidé

Les banques en Suisse ont connu une évolution globalement solide en 2022. Par rapport à l'année précédente, leur résultat consolidé s'est légèrement replié d'environ 0,9 % et le bénéfice annuel consolidé s'est établi à CHF 6,5 milliards.

Le résultat consolidé de toutes les banques en Suisse s'est établi en 2022 à CHF 70,3 milliards, en baisse de 0,9 % par rapport à l'année précédente. Ce recul s'explique par la forte diminution du résultat des grandes banques³⁴ (-5,2 %) et des banques boursières (-5,6 %). Si l'on examine la situation par domaines d'activité, on observe que le résultat des opérations de commissions et prestations de services a baissé (-8,4 %), de même que les autres résultats ordinaires (-3,7 %). En revanche, tant le résultat des opérations de négoce que celui des opérations d'intérêts ont augmenté (respectivement +17,8 % et +2,8 %). Le résultat des opérations d'intérêts affiche une hausse nettement plus marquée que les années précédentes, en raison notamment du tournant en matière de taux d'intérêt opéré en 2022. Si la part des grandes banques dans le résultat consolidé a régressé de 2,2 points de pourcentage, celles des banques cantonales et des banques étrangères ont affiché les plus fortes progressions.

Périmètres de consolidation statistiques

La présente publication se fonde sur des données de la BNS issues des comptes individuels statutaires des banques (maisons mères). S'agissant notamment des grandes banques et des banques à vocation internationale, ces données s'écartent de celles des comptes consolidés. Dans les statistiques qu'elle publie, la BNS distingue entre la perspective «Comptoirs résidents», la perspective «Maison mère» et la perspective «Groupe».

2.1 Evolutions en 2022

Résultat par domaines d'activité

Le résultat consolidé se compose du résultat des opérations d'intérêts, du résultat des opérations de commissions et prestations de services, du résultat des opérations de négoce ainsi que des autres résultats ordinaires. Il s'est inscrit en repli de 0,9 % en 2022, sous l'effet conjugué d'une baisse du résultat des opérations de commissions et prestations de services d'une part et d'une hausse du résultat des opérations d'intérêts et des opérations de négoce d'autre part.

En 2021, les opérations d'intérêts avaient perdu leur statut de premier contributeur au résultat consolidé au profit des opérations de commissions et prestations de services, mais elles l'ont reconquis en 2022. Elles sont passées de CHF 23,8 milliards à CHF 24,5 milliards (+2,8 %) et représentent désormais 34,9 % du résultat consolidé. Cette hausse s'explique principalement par le tournant en matière de taux d'intérêt

³⁴ La BNS considère que la catégorie «grandes banques» se compose des quatre entités suivantes: Credit Suisse (Suisse) SA, Credit Suisse SA, UBS SA, UBS Switzerland SA.

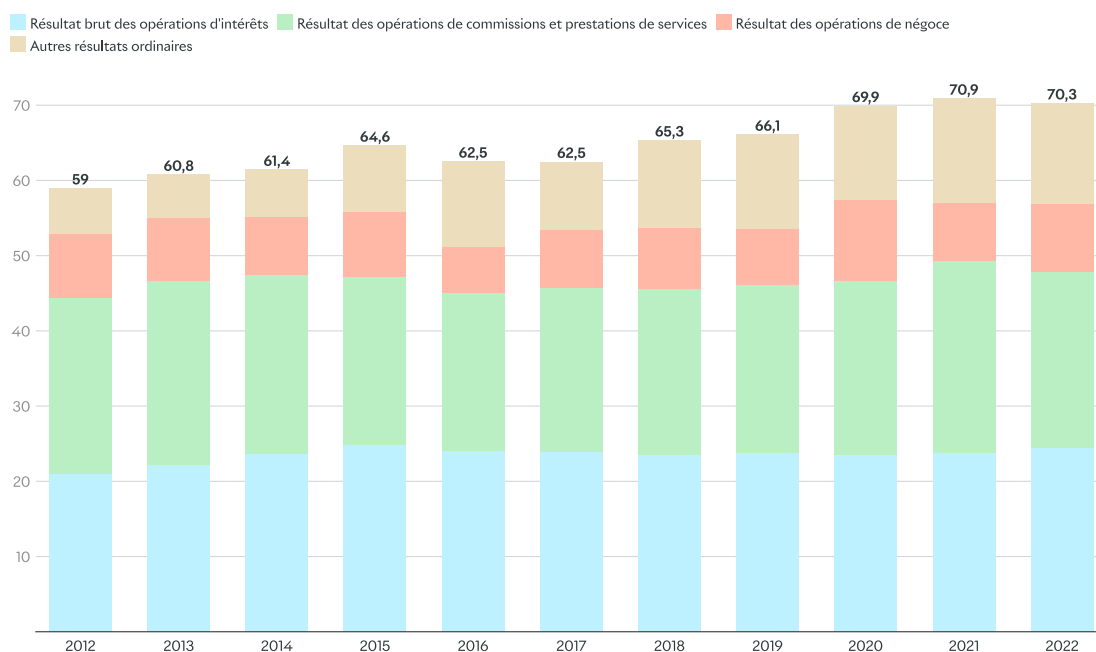
qu'a opérée la BNS en 2022. Elle résulte d'une forte augmentation des produits d'intérêts (+CHF 13,5 milliards) associée à une augmentation un peu moins marquée des charges d'intérêts (+CHF 12,8 milliards). Le niveau élevé des charges d'intérêts est dû au renchérissement des coûts de refinancement pour les banques. La rémunération des avoirs à vue des banques et des autres opérateurs financiers a généré pour la BNS, en 2022, des produits à hauteur de CHF 0,6 milliard avant la suppression des taux d'intérêt négatifs et des charges à hauteur de CHF 0,8 milliard après.³⁵ En 2021, pendant la phase de taux d'intérêt négatifs, les produits encaissés par la BNS s'élevaient encore à CHF 1,3 milliard.³⁶

Dans le même temps, le résultat des opérations de commissions et prestations de services s'est inscrit en baisse de 8,4 %, en raison principalement du recul des produits des commissions issues des opérations sur titres et opérations de placement. Ces derniers ont sans doute été pénalisés par l'évolution défavorable du marché en 2022. Le Swiss Market Index (SMI) s'est inscrit en recul d'environ 17 % en 2022.

Graphique 7

Résultat consolidé par domaines d'activité

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

Après une forte baisse en 2021, le résultat des opérations de négoce a enregistré une évolution inverse en 2022 et s'est établi à CHF 9 milliards. Cela représente une hausse de 17,8 % par rapport à l'année précédente et un retour au-dessus du niveau d'avant 2020. Un des facteurs explicatifs de cette hausse est

³⁵ BNS (2023). Rapport de gestion 2022.

³⁶ BNS (2022). Rapport de gestion 2021.

la volatilité accrue des marchés observée en 2022. Lorsque les cours des titres chutent, les banques intensifient en général leurs activités de négoce pour compte propre.

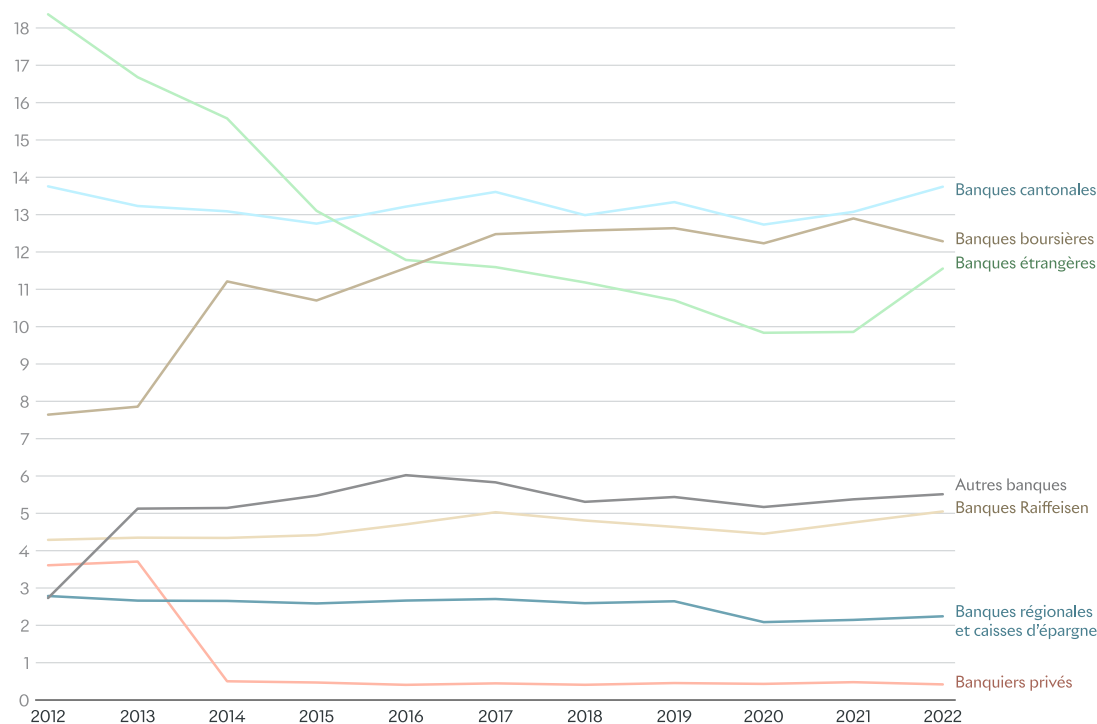
Résultat par groupes de banques

En 2022, le résultat des banques boursières a baissé pour la première fois depuis dix ans. La contribution des grandes banques au résultat consolidé a diminué, tandis que celle des banques cantonales et des banques étrangères, en particulier, a augmenté.

Graphique 8

Résultat par groupes de banques (hors grandes banques)

En %



Nota: la part des grandes banques dans le résultat consolidé oscille depuis 2012 entre 46 % et 53 %, soit un niveau nettement supérieur à celui des autres groupes de banques. Afin de rendre l'évolution de ces derniers plus visible, le graphique ne fait pas apparaître l'évolution de la part des grandes banques.

Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

Par rapport à 2021, ce sont surtout les banques cantonales et les banques étrangères qui ont accru leur contribution au résultat consolidé. La part des banques cantonales s'est ainsi inscrite en hausse de 0,7 point de pourcentage à 13,7 %, ce qui correspond à un résultat en augmentation de CHF 391 millions. La part des banques étrangères a suivi la même trajectoire et retrouvé son niveau de 2017 après de

longues années de baisse. Elle s'est établie en 2022 à 11,6 %, en hausse de 1,7 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. En chiffres absolus, le résultat des banques étrangères s'est affiché en hausse notable de 16,2 %, à CHF 8 120,3 millions. Les banques étrangères sont en effet parvenues à dégager un résultat en baisse limitée dans le domaine des opérations de commissions et prestations de services, mais en hausse marquée dans les trois autres domaines, grâce notamment à une forte augmentation du produit des participations. Quant aux grandes banques et aux banques boursières, leur contribution au résultat consolidé s'est réduite. Les banques boursières ont été d'autant plus pénalisées par le recul des cours des titres en 2022 que le résultat des opérations de commissions et prestations de services représente 60 % environ de leur résultat total. Les grandes banques (non visibles sur le graphique) ont enregistré une baisse de leur résultat total de CHF 1 885,4 millions, la plus importante en chiffres absolus sur les dix dernières années. C'est le seul groupe de banques dont le résultat des opérations d'intérêts a diminué (-13,1 %). En outre, le résultat des opérations de commissions et prestations de services a baissé plus que proportionnellement au sein des grandes banques. Dès lors, la part de ces dernières dans le résultat consolidé est passée de 51,4 % en 2021 à 49,2 % en 2022.

Effets statistiques de la composition des groupes de banques

La BNS procède à la répartition des banques par groupes de banques selon sa libre appréciation. Des fusions, scissions, créations de banques et autres changements structurels sont susceptibles de modifier la composition des groupes de banques au fil du temps. Par exemple, en 2022, Degroof Petercam Suisse SA, une banque en mains étrangères, a été reprise par la banque boursière Gonet & Cie SA. Dans les statistiques bancaires, les activités concernées ont donc changé de groupe, passant du groupe «banques étrangères» au groupe «banques boursières». Mais cela n'a pas eu d'effet sensible sur les parts respectives des catégories concernées. De même, en 2020, la Neue Aargauer Bank (NAB) avait fusionné avec Credit Suisse (Suisse) SA, entraînant une baisse des activités attribuées au groupe «banques régionales». Rappelons enfin qu'après avoir changé de structure juridique en 2014, plusieurs banques du groupe «banquiers privés» figurent depuis lors dans les groupes «banques boursières» et «autres banques», d'où des ruptures structurelles dans les statistiques des groupes «banquiers privés» et «banques boursières».

En comparaison pluriannuelle, la part des banques boursières dans le résultat consolidé n'a cessé de s'accroître entre 2012 et 2021, avant de décroître pour la première fois en 2022 (de 12,9 % à 12,3 %). La part des banques cantonales est restée stable pour l'essentiel sur les dix dernières années. En revanche, les parts des banquiers privés et des banques étrangères ont régressé sur la même période, passant de 3,6 % à 0,4 % pour les premiers et de 18,4 % à 11,6 % pour les secondes. S'agissant des banques étrangères, leur moindre contribution au résultat consolidé s'explique d'une part par le changement de contexte à l'issue de la crise financière, qui a entraîné la fermeture de nombreuses succursales en Suisse. D'autre part, dans le cadre de restructurations, quelques banques ont réduit leurs activités internationales à certains domaines spécifiques, ce qui s'est parfois traduit par la cession des autres domaines ou par

des transferts intragroupe d'activités. Depuis 2021 toutefois, on observe que la contribution des banques étrangères au résultat consolidé augmente à nouveau.

Bénéfice annuel et impôts

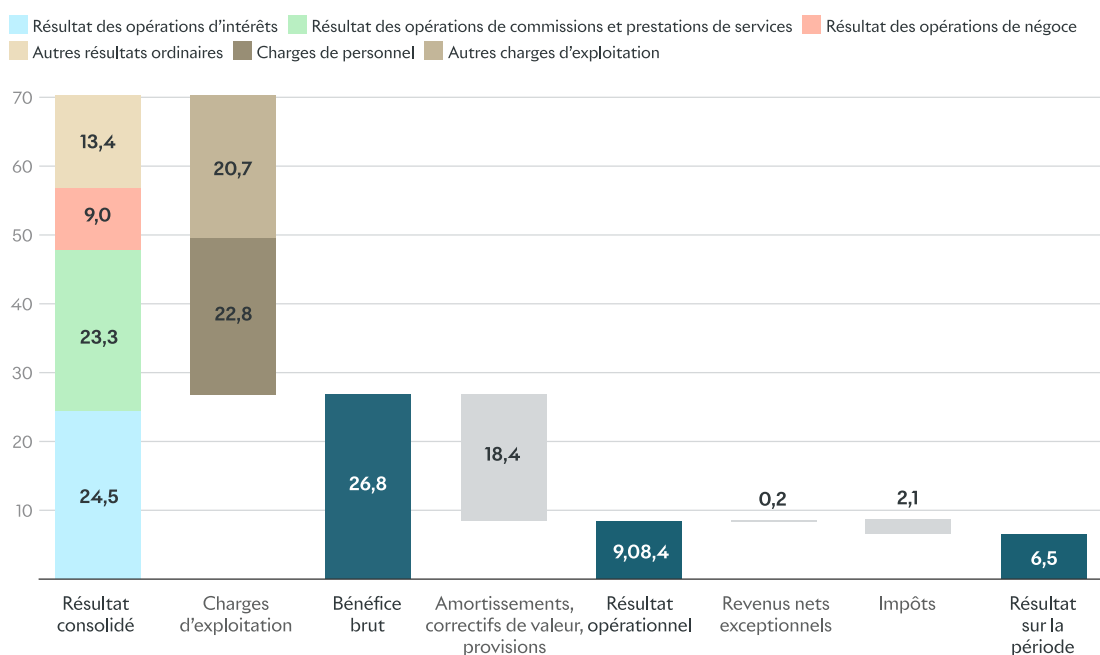
En 2022, le bénéfice brut des banques en Suisse s'est inscrit en baisse de 5,1 % par rapport à l'année précédente. Le bénéfice annuel après correctifs de valeur et impôts s'est établi à CHF 6,5 milliards.

En raison du léger recul du résultat consolidé (-0,9 %), le bénéfice brut s'est établi en 2022 à CHF 26,8 milliards, en baisse de CHF 1,4 milliard (-5,1 %) par rapport à 2021. Les charges d'exploitation, qui se composent des charges de personnel et des autres charges d'exploitation, ont augmenté de 1,9 %. L'augmentation des charges de personnel reflète la hausse des effectifs des banques. Déduction faite des amortissements, des correctifs de valeur et des provisions, le résultat opérationnel s'est inscrit en baisse à CHF 8,4 milliards (-7,0 %), en raison principalement des amortissements et des provisions à nouveau élevés au sein des grandes banques, en particulier de Credit Suisse. Les banques ont versé CHF 2,1 milliards d'impôts aux caisses de l'Etat en 2022, soit un montant inférieur à celui de 2021 (CHF 2,6 milliards). Le bénéfice annuel (résultat sur la période) s'est établi à CHF 6,5 milliards, en baisse de 16,3 % par rapport à l'année précédente (2021: CHF 7,8 milliards).

Graphique 9

Détermination du résultat sur la période des banques en Suisse, fin 2022

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

2.2 Contexte économique mitigé au premier semestre 2023

Les banques sont confrontées à un contexte économique toujours exigeant en 2023. Le Swiss Banking Outlook table sur une croissance du produit intérieur brut (PIB) inférieure à la moyenne, à 0,9 %. L'inflation a certes baissé sur les six premiers mois de l'année, mais elle reste élevée. La BNS a progressivement relevé son taux directeur pour le porter à 1,75 %.

En raison de la hausse des taux d'intérêt, de la persistance d'une forte inflation et de la guerre en Ukraine, l'évolution économique a été timide dans le monde entier au premier semestre 2023. La croissance économique ralentit dans les pays industrialisés, ce que reflète une prévision de croissance modérée de 1,3 % pour 2023.³⁷ S'agissant de la Suisse, le Swiss Banking Outlook table sur une croissance du PIB inférieure à la moyenne, à 0,9 %. Face à une inflation aussi forte que tenace, la BNS a encore relevé son taux directeur: en juillet 2023, celui-ci s'établissait à 1,75 %.³⁸ Les faillites d'entreprises ont atteint en mars 2023 un niveau sans précédent depuis vingt ans, alors que les créations d'entreprises diminuent nettement.³⁹ Cette évolution résulte notamment de la hausse des coûts de financement pour les entreprises ainsi que de la fin des mesures de soutien liées à la pandémie de COVID-19. Le nombre des faillites devrait donc rester élevé au second semestre 2023. Sur les quelque CHF 17 milliards de crédits COVID-19 octroyés par des banques suisses, environ CHF 7,5 milliards ont été intégralement remboursés à ce jour.⁴⁰

Dans le sillage de la hausse des taux d'intérêt, l'augmentation des prix de l'immobilier s'est ralentie au premier semestre 2023.⁴¹ Le Swiss Banking Outlook confirme cette évolution, puisqu'il anticipe une croissance des crédits hypothécaires inférieure à la moyenne sur l'ensemble de l'année 2023. Tant l'euro que le dollar américain ont continué de se déprécier par rapport au franc suisse au premier semestre 2023. En juillet 2023, les taux de change s'établissaient à CHF 0,95 pour un euro et CHF 0,86 pour un dollar américain.

Le Swiss Market Index (SMI) a nettement regagné du terrain au premier semestre 2023, mais sans parvenir à compenser entièrement les pertes de cours enregistrées à la Bourse suisse en 2022. A fin juillet 2023, il s'établissait à environ 11 300 points, en progression de 5,4 % par rapport à son niveau de fin 2022. Le Swiss Banking Outlook est optimiste quant à l'évolution à venir du SMI, qui devrait s'inscrire en hausse de 8,8 % sur l'ensemble de l'année 2023. Quant aux Bourses étrangères, elles ont connu elles aussi une évolution favorable au cours des six premiers mois de 2023: l'indice américain S&P 500, par exemple, très diversifié, s'est affiché en hausse d'environ 20 % sur cette période. Les titres technologiques, très dynamiques, y sont pour beaucoup, dans la mesure où les cours des autres titres de l'indice n'ont pour la plupart guère progressé. Le franc suisse a continué de s'apprécier, ce qui a annulé pour partie les gains de cours des titres étrangers.

En dépit du contexte économique exigeant, le Swiss Banking Outlook prévoit pour 2023 une hausse du résultat consolidé des banques en Suisse par rapport à 2022. Les opérations d'intérêts, qui promettent aux banques de retrouver de meilleures marges grâce au tournant en matière de taux d'intérêt, devraient en être le moteur principal. S'agissant en revanche des opérations de commissions et prestations de

³⁷ FMI (2023). World Economic Outlook.

³⁸ BNS (2023). Examen du 22 juin 2023 de la situation économique et monétaire.

³⁹ KOF (2023). Nette augmentation des faillites d'entreprises.

⁴⁰ [covid19.easysgov.swiss](https://www.covid19.easysgov.swiss), consulté en dernier lieu le 19 juillet 2023.

⁴¹ BNS (2023). Rapport sur la stabilité financière.

services ainsi que des opérations de négoce, les perspectives sont plus mitigées. En effet, si les évolutions favorables observées sur les marchés d'actions devraient doper le résultat, ce dernier pourrait pâtir des incertitudes économiques. Ce sont aussi ces incertitudes qui, avec la hausse des taux d'intérêt, poussent à anticiper un ralentissement de la croissance des crédits hypothécaires d'ici la fin de l'année.

3. Opérations au bilan

En 2022, le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse a enregistré un recul notable de 6,9 %, sans précédent sur les dix dernières années. Ce recul est imputable en particulier aux grandes banques et provient sans doute pour l'essentiel de transferts d'avoirs de la clientèle.

Le total consolidé des bilans des banques en Suisse a accusé un net recul en 2022: il a baissé de 6,9 %, passant de CHF 3 587,7 milliards à CHF 3 339,7 milliards. Du côté des actifs, les créances hypothécaires sont restées le poste de loin le plus important, tandis que les liquidités ont enregistré une décreue substantielle de 29,8 %. Dans le même temps, les placements financiers se sont inscrits en forte hausse (+CHF 69,3 milliards, soit +29,8 %). Du côté des passifs, les dépôts à vue se sont fortement réduits (-15,6 %) en 2022, tandis que les dépôts à terme évoluaient plus fortement encore en sens inverse (+31,1 %). En dépit d'arbitrages au détriment des dépôts à vue et en faveur des dépôts à terme, les engagements résultant des dépôts de la clientèle ont baissé au total de 8,5 %. Le total des bilans des grandes banques a accusé un recul substantiel, en raison probablement des importantes sorties d'avoirs de la clientèle chez Credit Suisse. L'encours de crédit national a encore augmenté légèrement (+3,3 %), porté par les créances hypothécaires qui ont affiché une hausse de 3,7 % et atteint ainsi un nouveau pic à CHF 1 152,5 milliards. Les autres crédits, composés des créances gagées et en blanc, ont enregistré une légère progression de 1,1 %. Comme en 2021, les banques cantonales (38,3 %) se sont taillé la part du lion sur le marché hypothécaire suisse, suivies des grandes banques (26,1 %).

3.1 Evolutions en 2022

Evolution des bilans par groupes de banques

En 2022, le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse s'est inscrit en baisse de 6,9 %. Ce sont les bilans des grandes banques qui ont enregistré le plus fort recul en chiffres absolus par rapport à 2021: ils sont à l'origine de près de 80 % de la baisse du total consolidé. Quant aux banques cantonales, elles constituent un des rares groupes de banques dont le total des bilans a augmenté (+4,8 %). Les grandes banques n'en ont pas moins conservé la part la plus importante dans le total consolidé des bilans, à 41,2 % (2021: 44,0 %, 2020: 45,2 %).

Graphique 10

Total des bilans par groupes de banques

En milliards de CHF

Groupes de banques	2021	2022	Variation	Contribution
Banques cantonales	725,6	760,6	4,8%	22,8%
Grandes banques	1 578,1	1 376,0	-12,8%	41,2%
Banques régionales et caisses d'épargne	118,0	120,2	1,9%	3,6%
Banques Raiffeisen	284,5	280,6	-1,4%	8,4%
Banques étrangères	370,5	315,1	-14,9%	9,4%
Banquiers privés	7,3	7,4	0,9%	0,2%
Banques boursières	269,7	250,1	-7,3%	7,5%
Autres banques	234,1	229,7	-1,9%	6,9%
Total	3 587,7	3 339,7	-6,9%	100,0%

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Actifs

Les créances hypothécaires sont restées le principal poste d'actif en 2022, à 35,2 %. Les liquidités ont enregistré une baisse substantielle de CHF 226,5 milliards, contribuant ainsi considérablement à la diminution des actifs. Les placements financiers ont affiché la plus forte hausse relative (+29,8 %).

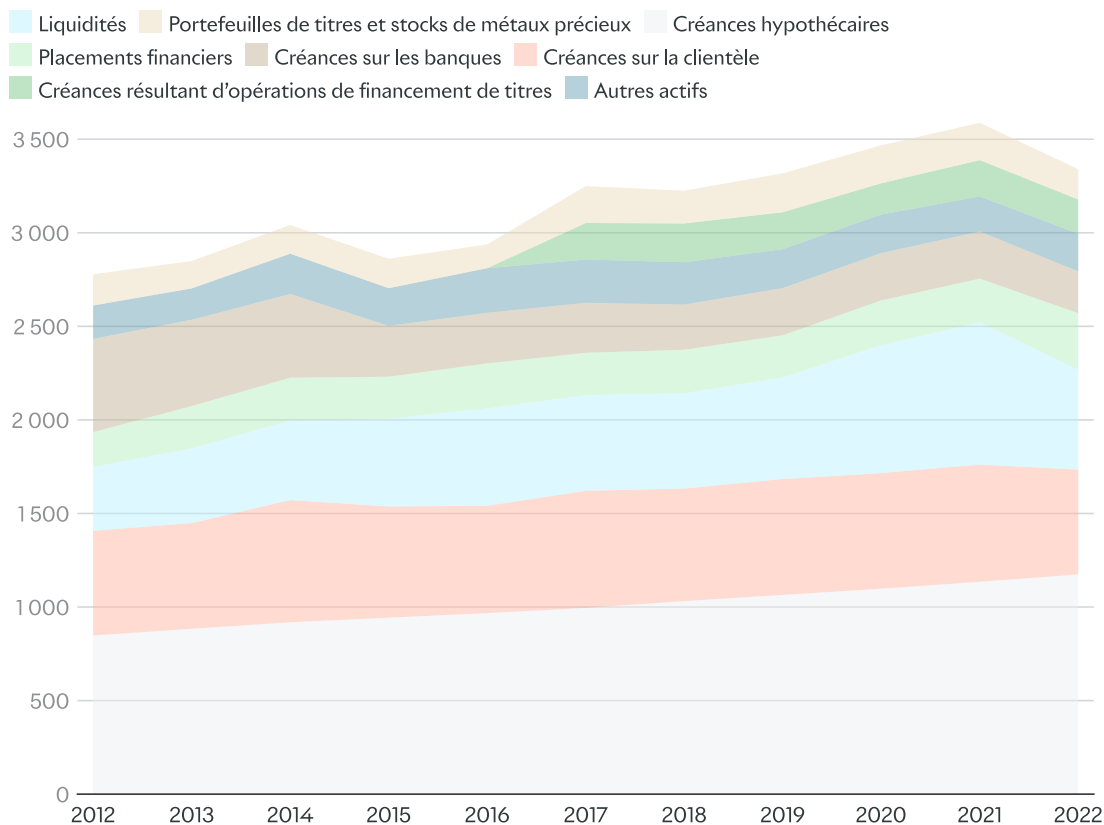
En 2022, les créances hypothécaires suisses et étrangères ont augmenté de CHF 39,6 milliards par rapport à 2021, passant de CHF 1 134,9 milliards à CHF 1 174,5 milliards. Elles sont restées le poste d'actif le plus important des banques en Suisse, avec une part d'environ 35,2 %, et représentent pour la première fois plus du tiers du total des actifs. Cette forte progression est à mettre en relation avec la réduction des bilans des banques, intervenue en raison de la baisse marquée des liquidités (-CHF 226,5 milliards, soit -29,8 %). Les liquidités constituent désormais non plus le deuxième mais le troisième poste d'actif par ordre d'importance, derrière les créances sur la clientèle. Leur décrue coïncide avec un fort recul des comptes de virement des banques auprès de la BNS (-28,5 % en 2022, un record depuis dix ans), qui s'explique par la vente de devises étrangères par la BNS, le relèvement du taux directeur et la hausse corrélative des coûts d'opportunité liés à la détention de liquidités, ainsi que les besoins de liquidités accrus de Credit Suisse. Seules les banques cantonales, qui ont enregistré en 2022 de solides entrées de

fonds, ont conservé des comptes de virement stables auprès de la BNS.⁴² Tous les autres groupes de banques ont vu ces comptes diminuer fortement. Les banques boursières, en particulier, les ont réduits quasiment de moitié par rapport à 2021.

Graphique 11

Composition des actifs

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

⁴² <https://www.kantonalbank.ch/fr-CH/News/2023/VSKB-Jahresabschluss-KB-2022?aliaspath=%2fNews%2f2023%2fVSKB-Jahresabschluss-KB-2022>

Graphique 12

Evolution des postes de l'actif

En milliards de CHF

Poste	2021	2022	Variation	Contribution
Liquidités	760,6	534,1	-29,8%	16,0%
Portefeuilles de titres et stocks de métaux précieux	199,5	162,3	-18,6%	4,9%
Créances hypothécaires	1134,9	1174,5	3,5%	35,2%
Placements financiers	232,6	301,8	29,8%	9,0%
Créances sur les banques	251,9	223,9	-11,1%	6,7%
Créances sur la clientèle	626,6	559,7	-10,7%	16,8%
Créances résultant d'opérations de financement de titres	194,0	182,7	-5,8%	5,5%
Autres actifs	187,6	200,8	7,0%	6,0%
Total du bilan	3 587,7	3 339,7	-6,9%	100,0%

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

En 2022, les créances sur la clientèle ont enregistré une baisse de CHF 66,9 milliards (-10,7 %). Cette baisse a été particulièrement notable en ce qui concerne les créances sur la clientèle étrangère (-CHF 68,9 milliards, soit -15,5 %). Avec une part de 16,8 % dans le total des actifs, les créances sur la clientèle occupent désormais la deuxième place dans le classement des postes de l'actif par ordre d'importance. Les créances sur d'autres banques ont baissé quant à elles de CHF 28 milliards (-11,1 %) pour s'établir à CHF 223,9 milliards. Ce recul marqué résulte, d'une part, d'une diminution des créances sur des banques à l'étranger (-27,5 %) et, d'autre part, d'une augmentation de CHF 15,9 milliards des créances sur des banques en Suisse (+17,4 %). Les créances résultant d'opérations de financement de titres ont suivi la même trajectoire en 2022, avec une baisse de 5,8 % à CHF 182,7 milliards. Les placements financiers ont affiché la plus forte progression (+CHF 69,2 milliards, soit +29,8 %), répartie entre placements financiers suisses (+CHF 50,5 milliards, soit +50 %) et placements financiers étrangers (+CHF 18,7 milliards, soit +14,2 %).

Composition des actifs au fil du temps

Des changements notables sont intervenus dans la composition des actifs au cours des dix dernières années, en particulier une augmentation spectaculaire des liquidités entre 2012 et 2021. Alors que celles-ci s'élevaient à CHF 340,8 milliards en 2012, elles atteignaient au total CHF 760,6 milliards à fin 2021, en

• Swiss Banking

dépôt des taux d'intérêt négatifs. Cette évolution s'explique par plusieurs facteurs. D'une part, les interventions de la BNS pour lutter contre le franc suisse fort ont été déterminantes, dans la mesure où les achats de devises étrangères effectués par la BNS ont fait gonfler les comptes de virement en francs suisses détenus par les contreparties. D'autre part, les taux d'intérêt étant bas, les coûts d'opportunité liés à la détention de liquidités étaient réduits, de sorte que les banques ont déposé d'abondantes liquidités en comptes de virement auprès de la BNS. L'année 2022 marque un tournant, puisque les liquidités ont nettement baissé pour la première fois.

Les créances hypothécaires suisses et étrangères, quant à elles, se sont inscrites en hausse constante entre 2012 et 2022 (de CHF 847,9 milliards à CHF 1 174,5 milliards). Leur part dans le total des actifs est ainsi passée de 30,5 % à 35,2 % entre fin 2012 et fin 2022. Les taux d'intérêt étant restés durablement bas, les transactions immobilières ont augmenté, de même que les prix.

S'agissant des créances sur les banques, elles représentaient 17,9 % du total des actifs en 2012. En 2022, ce chiffre n'était plus que de 6,7 %. Cette diminution tient en particulier au fait que les banques ont volontairement réduit ce poste du bilan pour atténuer les liens d'interdépendance avec d'autres établissements.

Evolution des opérations de crédit en Suisse

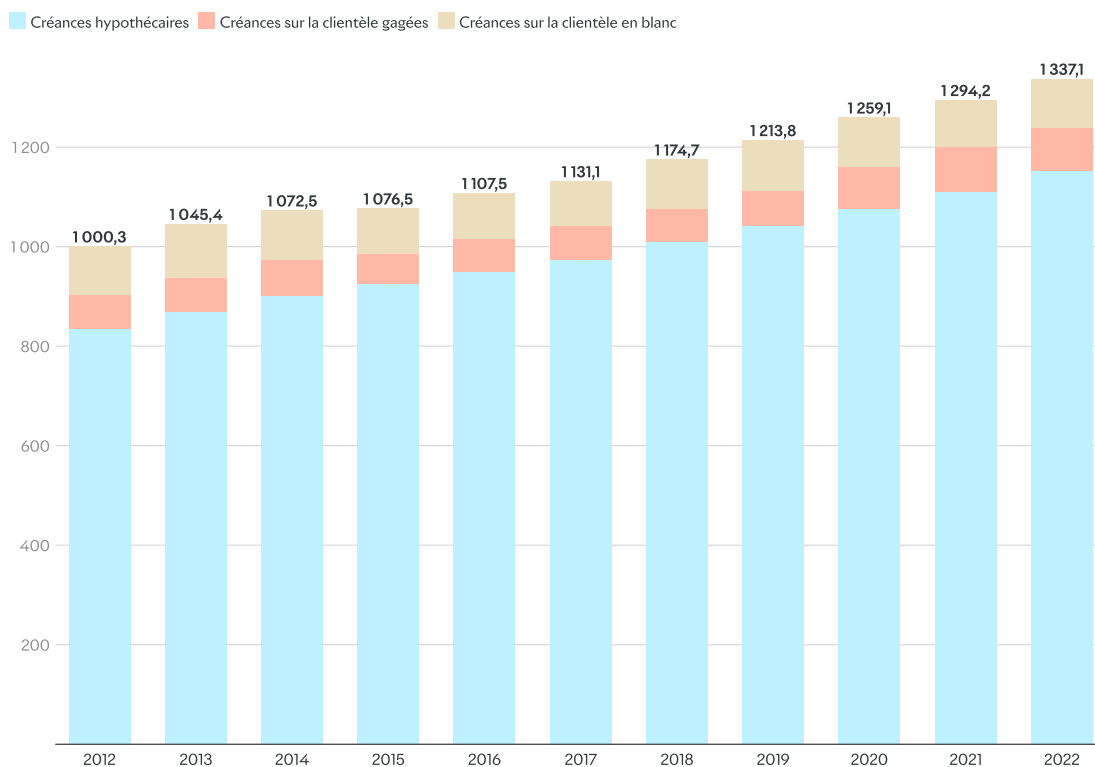
En 2022, l'encours de crédit national a augmenté d'environ 3,3 % par rapport à l'année précédente. Il était constitué à 86,2 % de créances hypothécaires, dont la majeure partie résultant d'hypothèques consenties aux ménages.

L'encours de crédit national s'élevait en 2022 à CHF 1 337,1 milliards, dont CHF 184,6 milliards provenant de créances gagées et en blanc sur la clientèle (entreprises, corporations de droit public et crédits à la consommation) et CHF 1 152,5 milliards provenant de créances hypothécaires. Par rapport à 2021, le volume total de l'encours de crédit national s'est inscrit en hausse d'environ 3,3 % – une évolution comparable à celle des années précédentes. Au total, entre 2012 et 2022, les créances hypothécaires ont augmenté de CHF 318,1 milliards et leur part dans l'encours de crédit national est passée de 83,4 % à 86,2 %. Si les créances en blanc se sont inscrites en hausse de CHF 3,2 milliards, les créances gagées ont enregistré un léger recul de CHF 1,3 milliard en 2022.

Graphique 13

Evolution de l'encours de crédit national

En milliards de CHF



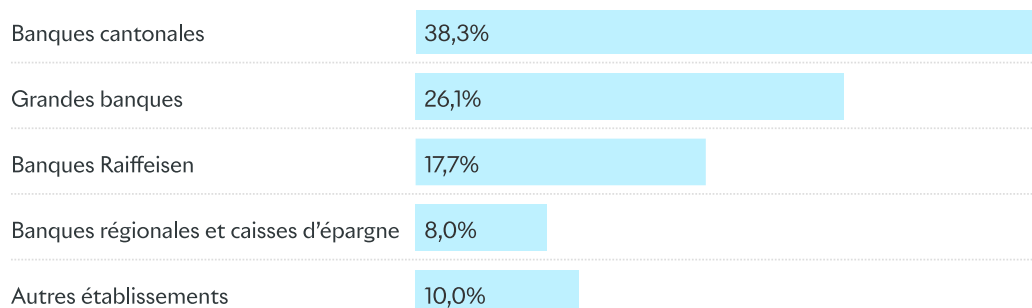
Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

En 2022, l'encours de crédit hypothécaire total a augmenté de 3,5 %, à CHF 1 174,5 milliards. L'essentiel de ce montant (CHF 1 152,5 milliards) concernait des client.e.s suisses. La part des crédits hypothécaires à taux fixe s'élevait à 77 %. Le taux d'intérêt moyen applicable aux créances hypothécaires a augmenté de 1,17 % à 1,33 %.⁴³ Les créances hypothécaires d'une durée de plus de cinq ans ont gagné en importance au fil du temps: elles représentaient 27,1 % des créances hypothécaires en 2022, contre 19,3 % en 2012. En termes de volume, à fin 2022, 59,2 % des hypothèques nouvellement conclues l'avaient été par des ménages, contre 66,7 % au quatrième trimestre 2021. Par rapport à 2021, c'est surtout la part des nouveaux contrats hypothécaires destinés à financer des logements à usage propre qui a diminué en 2022.

⁴³ <https://www.bwo.admin.ch/bwo/fr/home/mietrecht/referenzzinssatz/entwicklung-referenzzinssatz-und-durchnittszinssatz.html>

Graphique 14

Répartition du marché national du crédit hypothécaire, 2022



Nota: le total peut n'être pas égal à 100 % en raison des effets d'arrondi.

Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

A fin 2022, les banques cantonales drainaient au total 38,3 % de l'encours de crédit hypothécaire national – un niveau inchangé par rapport à l'année précédente – et les grandes banques 26,1 %. Au cours des dernières années, ce sont surtout les banques cantonales et les banques Raiffeisen qui ont étoffé leurs positions sur le marché suisse du crédit hypothécaire, tandis que les grandes banques ainsi que les banques régionales et caisses d'épargne ont perdu des parts de marché.

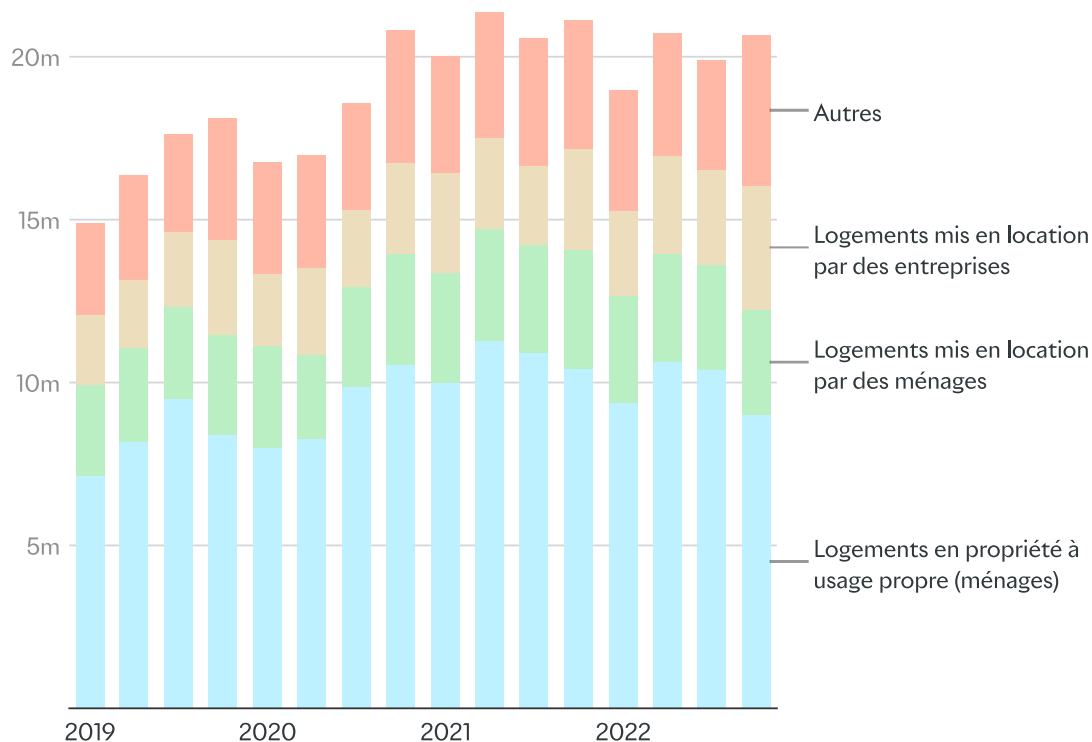
En termes de catégories de nantissement, la part des créances hypothécaires suisses de premier rang s'est établie au total à 93 % en 2022. La catégorie de nantissement «premier rang» comprend les créances hypothécaires jusqu'à deux tiers de la valeur vénale de l'immeuble concerné. On n'a pas observé de différences significatives selon les groupes de banques. La forte proportion de crédits hypothécaires de premier rang laisse à penser que les banques restent prudentes en matière d'octroi de crédits hypothécaires. L'ASB a révisé en 2019 ses Directives relatives aux exigences minimales pour les financements hypothécaires et renforcé les dispositions concernant les immeubles de rendement.⁴⁴

⁴⁴ https://www.swissbanking.ch/ Resources/Persistent/9/5/c/9/95c9c3cbf40cb4ad6a10be39d257713f1c169c6d/SBA_Directives_rela-tives_aux_exigenes_minimales_pour_les_financements_hypoth%C3%A9caires_FR.pdf

Graphique 15

Nouveaux contrats de crédit hypothécaire

En CHF par trimestre, limites



Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

Passifs

En 2022, les engagements résultant des dépôts de la clientèle constituaient plus de la moitié des passifs. Les dépôts à terme ont augmenté par rapport à 2021, tandis que les dépôts à vue, les autres engagements résultant des dépôts de la clientèle et les engagements résultant des opérations de négoce ont évolué en sens inverse.

Le poste «Engagements résultant des dépôts de la clientèle», qui comprend les dépôts à vue, les dépôts à terme et les autres engagements résultant des dépôts de la clientèle, a enregistré une baisse de CHF 176,3 milliards (-8,5 %) en 2022. A la fin de l'année, il représentait 56,5 % du total des bilans. Cette baisse est due à un fort recul des dépôts à vue (-15,6 %) et des autres engagements résultant des dépôts de la clientèle (-10,1 %), que la croissance dynamique des dépôts à terme (+CHF 78,1 milliards, soit +31,1 %) n'est pas parvenue à compenser.

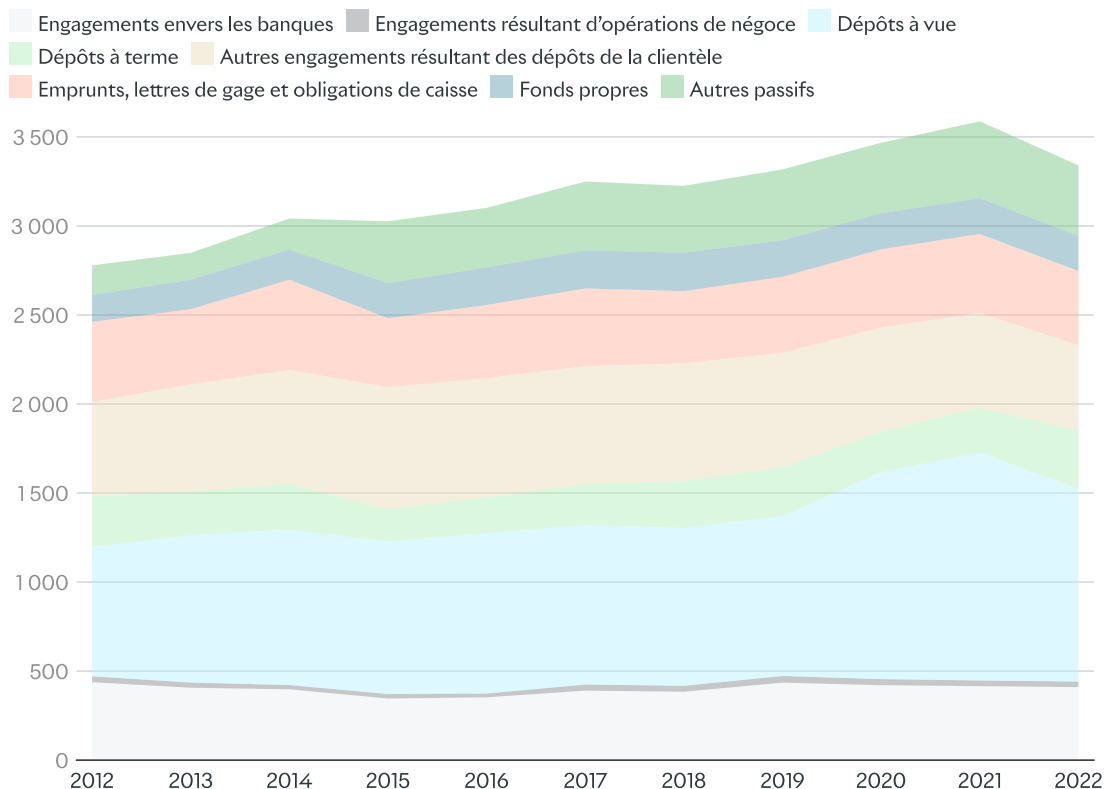
Le recul des dépôts à vue ne résulte que partiellement d'arbitrages en faveur des dépôts à terme. Il est lié pour l'essentiel aux sorties d'avoirs de la clientèle chez Credit Suisse en octobre 2022. Une partie de ces fonds a sans doute été transférée à d'autres groupes de banques, puisque les banques cantonales, les

banques Raiffeisen ainsi que les banques régionales et caisses d'épargne ont enregistré en 2022 une augmentation de leurs dépôts à vue malgré la hausse des coûts d'opportunité.

Graphique 16

Composition des passifs

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Graphique 17

Evolution des postes du passif

En milliards de CHF

Poste	2021	2022	Variation	Contribution
Engagements envers les banques	415,5	410,3	-1,2%	12,3%
Engagements résultant d'opérations de négoce	32,0	31,2	-2,6%	0,9%
Dépôts à vue	1 281,1	1 080,7	-15,6%	32,4%
Dépôts à terme	251,1	329,2	31,1%	9,9%
Autres engagements résultant des dépôts de la clientèle	532,6	478,6	-10,1%	14,3%
Emprunts, lettres de gage et obligations de caisse	442,7	416,9	-5,8%	12,5%
Fonds propres	200,8	196,7	-2,0%	5,9%
Autres passifs	432,0	396,2	-8,3%	11,9%
Total du bilan	3 587,7	3 339,7	-6,9%	100,0%

Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

En 2022, les engagements envers les banques se sont inscrits en baisse de CHF 5,2 milliards, ce qui s'explique principalement par le recul des engagements envers les banques à l'étranger (-CHF 27,6 milliards). Les engagements envers les banques en Suisse ont augmenté quant à eux d'environ CHF 22,4 milliards. Les engagements résultant des opérations de négoce ont baissé de CHF 0,8 milliard à CHF 31,2 milliards. Le poste «Emprunts, lettres de gage et obligations de caisse» s'est inscrit en baisse de CHF 25,8 milliards. Cette évolution résulte principalement du recul des emprunts et lettres de gage à l'étranger (-CHF 22,9 milliards), et dans une bien moindre mesure de leur recul en Suisse (-CHF 3,0 milliards). Le recul à l'étranger est surtout imputable aux grandes banques qui, avec les banques cantonales, sont les seules à détenir des emprunts et lettres de gage à l'étranger.

Composition des passifs au fil du temps

La part des engagements envers les banques est passée de 15,8 % en 2012 à 12,3 % en 2022. Comme dans le cas des actifs, ce recul montre que les liens d'interdépendance entre les banques, notamment en Suisse, se sont relâchés au fil du temps. Sur la même période, soit entre 2012 et 2022, les dépôts à vue sont passés de CHF 725,8 milliards à CHF 1 080,7 milliards, de sorte qu'ils constituaient de loin le principal poste du passif (32,4 %) à fin 2022. La part des dépôts à terme s'est établie à 9,9 % en 2022, soit à un niveau similaire à celui de 2012, alors qu'elle était le plus souvent nettement en dessous de la barre des 10 % entre 2012 et 2022. Le contexte de taux bas a fait perdre de leur attrait aux dépôts à terme par

rapport aux dépôts à vue, d'où des arbitrages au détriment des premiers. Mais à partir de 2022, le tournant en matière de taux d'intérêt a produit un effet inverse: les dépôts à terme ont bénéficié d'un net regain de faveur au détriment des dépôts à vue.

3.2 Stabilité du total consolidé des bilans au premier semestre 2023

Le total consolidé des bilans est resté quasiment stable (+0,2 %) sur les premiers mois de l'année en cours. Du côté des actifs, les créances sur la clientèle ainsi que les portefeuilles de titres et stocks de métaux précieux se sont réduits, tandis que les liquidités et les créances sur les banques ont augmenté. Du côté des passifs, si les engagements résultant des dépôts de la clientèle, notamment, ont baissé, les engagements envers les banques ont suivi une trajectoire inverse.

Sur les cinq premiers mois de l'année 2023, le total consolidé des bilans des banques en Suisse est resté quasiment stable, à CHF 3 471,8 milliards (+0,2 %).⁴⁵ Le total des bilans des grandes banques s'est inscrit en recul, mais celui des banques cantonales et des banques Raiffeisen a progressé, en raison sans doute de transferts d'avoirs de la clientèle au détriment de Credit Suisse. Du côté des actifs, en 2022, le total des bilans a été tiré à la baisse principalement par la forte décrue des liquidités ainsi que des créances sur les banques et sur la clientèle, tandis que les placements financiers ont enregistré une hausse marquée. Sur les premiers mois de 2023, le poste Liquidités (+CHF 31 milliards, soit +5,7 %) et le poste Créances sur les banques (+CHF 25 milliards, soit +9,4 %) ont repris une trajectoire ascendante – s'agissant du premier, l'augmentation résulte probablement pour partie des besoins de liquidités accrus de Credit Suisse. Les portefeuilles de titres et stocks de métaux précieux se sont fortement contractés (–CHF 13 milliards, soit –8,2 %), de même que les créances sur la clientèle (–CHF 25 milliards, soit –4,4 %), tandis que les créances hypothécaires ont une nouvelle fois progressé (+CHF 14 milliards, soit +1,2 %). Sur le front de l'immobilier, la demande a fléchi en raison de la hausse des taux d'intérêt, mais l'offre est peu abondante et l'activité de construction limitée, ce qui soutient les prix.

Du côté des passifs, la baisse du total des bilans sur les premiers mois de 2023 s'explique principalement par le recul des engagements résultant des dépôts de la clientèle (–CHF 85 milliards, soit –4,4 %) et est directement consécutive aux transferts d'avoirs de la clientèle au détriment de Credit Suisse (–CHF 67 milliards, soit –10 % pour les grandes banques). Les banques étrangères et les banques boursières ont également enregistré un recul des engagements résultant des dépôts de la clientèle.⁴⁶ En revanche, les engagements envers les banques ont affiché globalement une trajectoire inverse (+CHF 96 milliards, soit +20,2 %). En raison des taux d'intérêt positifs, les dépôts à terme avaient fortement augmenté en 2022 au détriment des dépôts à vue, et cette tendance s'est poursuivie au premier semestre 2023. Les dépôts à terme se sont affichés en croissance de 14,4 % (+CHF 49 milliards), tandis que les dépôts à vue enregistraient une baisse sensible de 12,8 % (–CHF 140 milliards).

⁴⁵ Evolution sur la base de la statistique bancaire mensuelle de la BNS.

⁴⁶ Total des groupes de banques «banques étrangères», «banques en mains étrangères», «filiales de banques étrangères» et «banques boursières».

4. Gestion de fortune

En 2022, les actifs sous gestion dans les banques en Suisse se sont inscrits en forte baisse (-11,2 %) en raison de l'évolution défavorable des marchés d'actions. Ils s'établissent en fin d'année à CHF 7 846,8 milliards.

En 2022, les actifs sous gestion de la clientèle suisse ont baissé de CHF 445,3 milliards, ceux de la clientèle domiciliée à l'étranger ont même baissé de CHF 541,1 milliards. Au total, la décreue des actifs sous gestion dans les banques en Suisse a donc été forte, à -11,2 %. La contraction notable des portefeuilles de titres (-13,9 %) a joué un rôle moteur dans cette évolution. Comme les portefeuilles de titres représentent environ 87 % des actifs sous gestion, le recul des dépôts fiduciaires et des engagements envers la clientèle hors dépôts à vue n'a pas eu d'impacts substantiels sur le résultat global. La structure des portefeuilles en dépôt par monnaies n'a pas évolué par rapport à 2021. Le franc suisse est resté la principale monnaie de placement, avec une part de plus de 50 %. Entre 2012 et 2021, on a observé globalement une augmentation constante des actifs sous gestion, avant que cette évolution ne s'inverse en 2022.

4.1 Evolutions en 2022

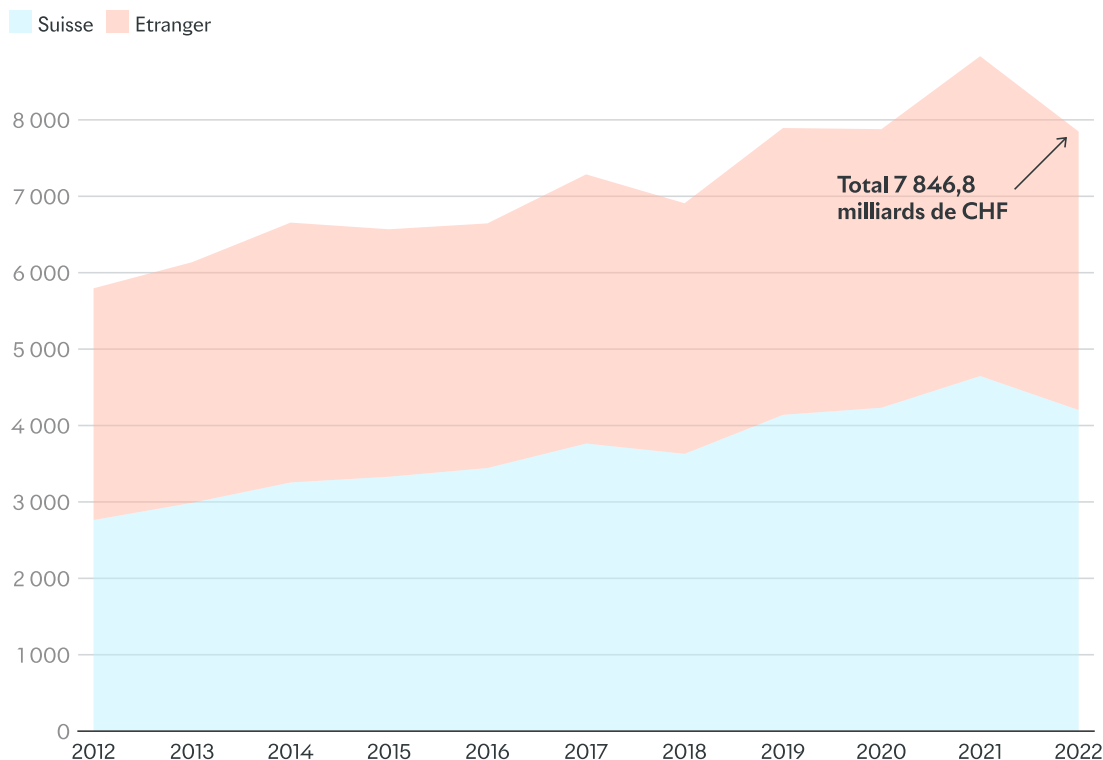
Actifs sous gestion en Suisse et à l'étranger

En 2022, les actifs sous gestion dans les banques en Suisse ont enregistré une baisse substantielle de 11,2 %, à CHF 7 846,8 milliards. Ils ont ainsi été ramenés au niveau de 2019/2020. Cette baisse concerne tant les actifs de la clientèle nationale que ceux de la clientèle étrangère. Elle a été impulsée par la forte contraction des portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client.e.s.

Graphique 18

Actifs sous gestion en Suisse selon la provenance des client.e.s

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

Les actifs sous gestion se composent des portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client.e.s (CHF 6 837,1 milliards), des engagements envers la clientèle hors dépôts à vue (CHF 807,8 milliards) ainsi que des engagements fiduciaires (CHF 202 milliards). En 2022, pénalisés par l'évolution défavorable du marché, les portefeuilles de titres ont diminué d'environ CHF 1 100,8 milliards par rapport à 2021. Le Swiss Market Index (SMI) s'est inscrit en recul d'environ 17 %. En revanche, les engagements fiduciaires (+80,9 %) et les engagements envers la clientèle hors dépôts à vue (+3,1 %) ont augmenté. Comme les portefeuilles de titres constituent la part de loin la plus importante des actifs sous gestion, leur forte contraction n'a pas été compensée par l'évolution favorable des autres postes.

Dans une perspective historique pluriannuelle, les actifs sous gestion dans les banques en Suisse ont globalement enregistré une forte progression. Certes, après la crise financière et économique de 2008, leur recul a été spectaculaire. Les portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client.e.s, en particulier, ont subi de lourdes pertes en raison de l'effondrement des cours de Bourse. Mais à partir de 2012, où ils s'établissaient à CHF 5 795,4 milliards, les actifs sous gestion ont progressivement repris des couleurs pour atteindre CHF 8 830,3 milliards en 2021, avant d'être sévèrement ramenés à CHF 7 846,8 milliards en 2022 sous l'effet d'une évolution boursière défavorable.

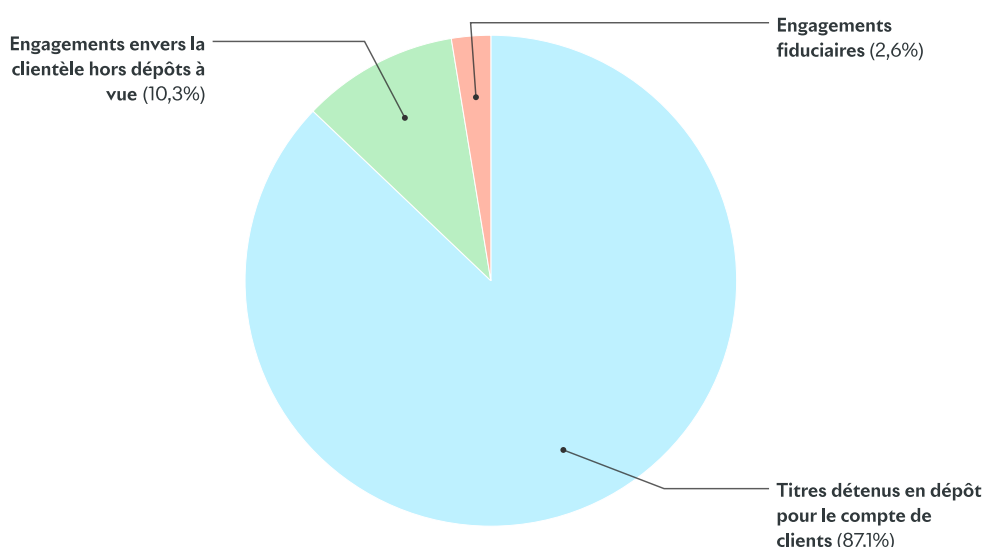
La part des actifs sous gestion de la clientèle étrangère a baissé entre 2012 et 2022, passant de 52,3 % à 46,4 %. Cela s'explique par plusieurs raisons. Tout d'abord, il y a l'effet monétaire. La clientèle étrangère

• Swiss Banking

détient une part d'actifs libellés en euros et en dollars américains nettement plus importante que celle de la clientèle suisse. Or les parts des actifs sous gestion sont calculées en francs suisses. Dès lors, si le franc suisse s'apprécie, la part des actifs de la clientèle étrangère baisse par rapport à celle de la clientèle suisse. Néanmoins, bien que les actifs sous gestion de la clientèle étrangère aient diminué par rapport à ceux de la clientèle suisse entre 2012 et 2022, ils ont augmenté en chiffres absolus sur la même période (+CHF 612,1 milliards, soit +20,2 %).

Graphique 19

Composition des actifs sous gestion, fin 2022



Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

En 2022, la Suisse est restée le numéro un mondial en matière de gestion de fortune transfrontalière pour le compte de la clientèle privée. Les portefeuilles se sont inscrits en baisse de 6,1 % par rapport à l'année précédente, à CHF 2 249,3 milliards.

Portefeuilles de titres

Les portefeuilles de titres constituent la majeure partie des actifs sous gestion. Les incertitudes géopolitiques et la politique monétaire plus restrictive des banques centrales, motivée par la hausse de l'inflation, ont fait baisser les cours de Bourse en 2022 dans de vastes parties du monde. Il en est résulté une contraction notable des portefeuilles de titres (-13,9 %).

Les portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client.e.s se sont fortement contractés (-13,9 %) en 2022, en raison principalement des incertitudes géopolitiques liées à la guerre en Ukraine, des

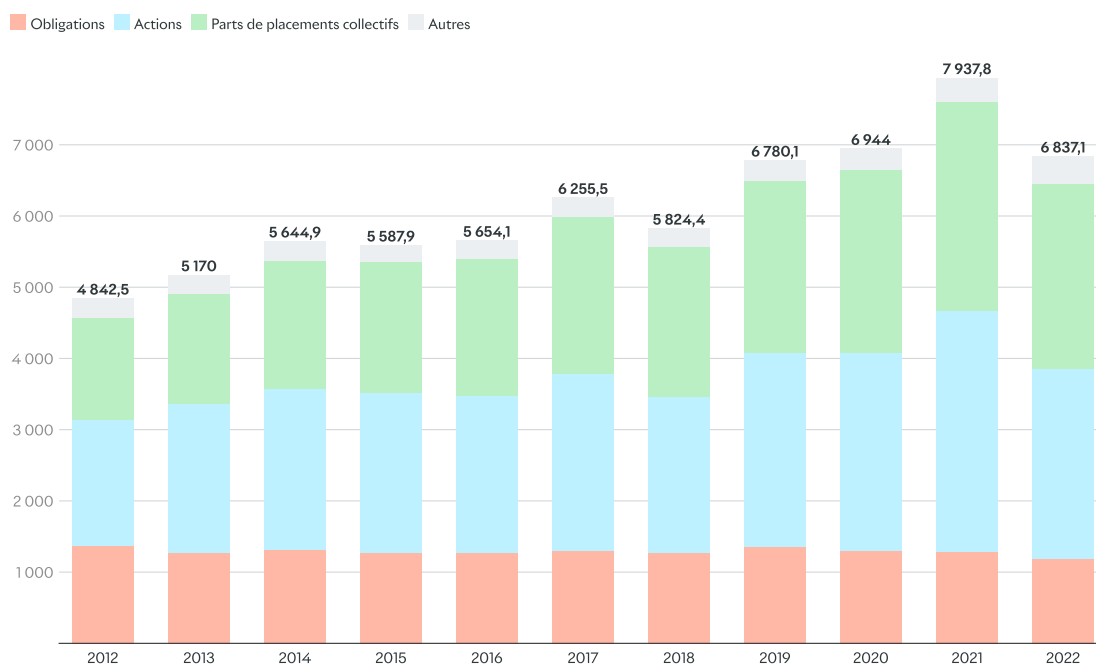
taux d'inflation élevés dans le monde entier ainsi que du resserrement consécutif de la politique monétaire des banques centrales. Entre le début et la fin de l'année 2022, le SMI a perdu 2 100 points (-16,7 %). Le MSCI World Index a baissé quant à lui de 17,7 % sur la même période. Au cours de l'année, le franc suisse s'est apprécié de 5,0 % par rapport à l'euro, mais il s'est déprécié d'environ 1,5 % par rapport au dollar américain.

On distingue quatre types de portefeuilles de titres: «Actions», «Parts de placements collectifs», «Obligations» et «Autres». Les portefeuilles de type «Actions» ont enregistré la plus forte baisse par rapport à 2021 (-20,9 %), suivis des portefeuilles de type «Parts de placements collectifs» (-11,8 %). Les portefeuilles de type «Obligations» se sont contractés eux aussi (-7,9 %). Globalement toutefois, bien qu'en forte régression en 2022, les portefeuilles de titres ont solidement progressé depuis 2012 (+41,2 %). Sachant que les portefeuilles de type «Obligations» ont baissé sur cette période, il apparaît qu'historiquement, la croissance globale des portefeuilles de titres a été tirée à la hausse par les portefeuilles de type «Actions» et «Parts de placements collectifs».

Graphique 20

Portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client.e.s par types

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

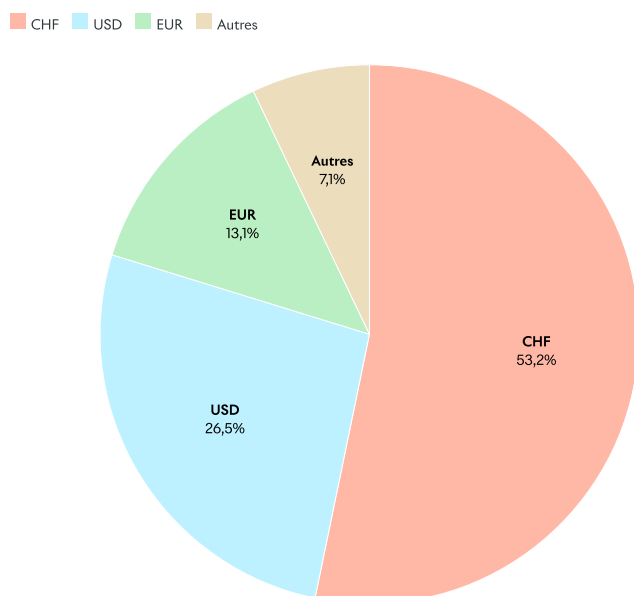
Structure des portefeuilles en dépôt par monnaies

La structure des portefeuilles en dépôt par monnaies est restée stable par rapport à 2021. A fin 2022, plus de la moitié des portefeuilles en dépôt étaient libellés en francs suisses. Un quart d'entre eux étaient libellés en dollars américains, tandis que l'euro et les autres monnaies se partageaient le dernier quart.

Le franc suisse reste la principale monnaie de placement, d'autant plus que sa part dans les portefeuilles en dépôt a légèrement augmenté entre 2021 (53,0 %) et 2022 (53,2 %). Les parts respectives des autres monnaies, elles aussi, n'ont que très faiblement varié: +0,4 point de pourcentage pour le dollar américain, -0,5 point de pourcentage pour l'euro. Si environ deux tiers des titulaires de dépôts libellés en francs suisses étaient suisses en 2022, la situation était inversée pour le dollar américain et l'euro: environ deux tiers des titulaires de dépôts libellés dans ces monnaies étaient étrangers.

Graphique 21

Structure des portefeuilles en dépôt par monnaies, fin 2022



Nota: le total peut n'être pas égal à 100 % en raison des effets d'arrondi.

Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

4.2 Hausse des actifs sous gestion au premier semestre 2023

Après avoir fortement reculé en 2022, les actifs sous gestion ont repris une trajectoire ascendante (+5,5 %) au cours des premiers mois de 2023. Cette hausse s'explique par l'augmentation des portefeuilles de titres (+5,3 %), elle-même due principalement à l'évolution favorable des marchés d'actions.

La légère amélioration des perspectives d'inflation ainsi que le redressement des marchés d'actions au cours des premiers mois de 2023 ont également eu des effets sensibles sur les actifs sous gestion dans les banques en Suisse. A fin mai 2023, ces derniers s'établissaient à CHF 8 281 milliards, en hausse de 5,5 % par rapport à fin 2022. Cette hausse concerne tant les actifs de la clientèle suisse que ceux de la clientèle domiciliée à l'étranger. Elle s'explique par l'évolution favorable des marchés d'actions et par l'augmentation corrélative des portefeuilles de titres, en hausse de 5,3 % (+CHF 363 milliards). Les engagements envers la clientèle hors dépôts à vue se sont inscrits en hausse de CHF 56 milliards (+6,7 %) sur les premiers mois de 2023 – une hausse portée par les engagements envers la clientèle en Suisse (+CHF 63 milliards, soit +10,4 %), tandis que ceux envers la clientèle à l'étranger reculaient de CHF 8 milliards (-3,6 %). Quant aux engagements fiduciaires, ils ont augmenté de CHF 16 milliards (+7,8 %). Malgré l'effondrement de Credit Suisse en mars 2023, les actifs sous gestion dans les banques en Suisse se sont clairement réorientés à la hausse, ce qui montre que la place bancaire suisse continue d'inspirer confiance à la clientèle.

5. Emploi dans les banques en Suisse

A fin 2022, les banques employaient en Suisse 92 019 personnes (en équivalents plein temps), soit 1 429 de plus qu'à fin 2021. Le taux de chômage dans le secteur financier était légèrement en deçà de son niveau dans l'économie globale, à 2,0 %. Il a baissé par rapport à 2021.

5.1 Evolutions en 2022

En 2022, les effectifs dans le secteur bancaire ont augmenté pour la troisième année consécutive (+1,6 %). En fin d'année, le taux de chômage dans le secteur financier était légèrement en deçà de son niveau dans l'économie globale, à 2,0 %.

A fin 2022, les banques employaient en Suisse 92 019 personnes (en équivalents plein temps), ce qui représente 1 429 postes de plus (+1,6 %) sur une année. Après une période d'érosion continue, les effectifs dans le secteur bancaire se sont ainsi accrus pour la troisième année consécutive et ont dépassé leur niveau de 2017. En décembre 2022, selon le SECO, le taux de chômage dans le secteur financier suisse s'établissait en moyenne à 2,0 %.⁴⁷ Il était ainsi légèrement inférieur au taux de chômage dans l'économie globale (2,1 %). A fin 2022, on comptait 2 382 chômeuses et chômeurs inscrits relevant du secteur

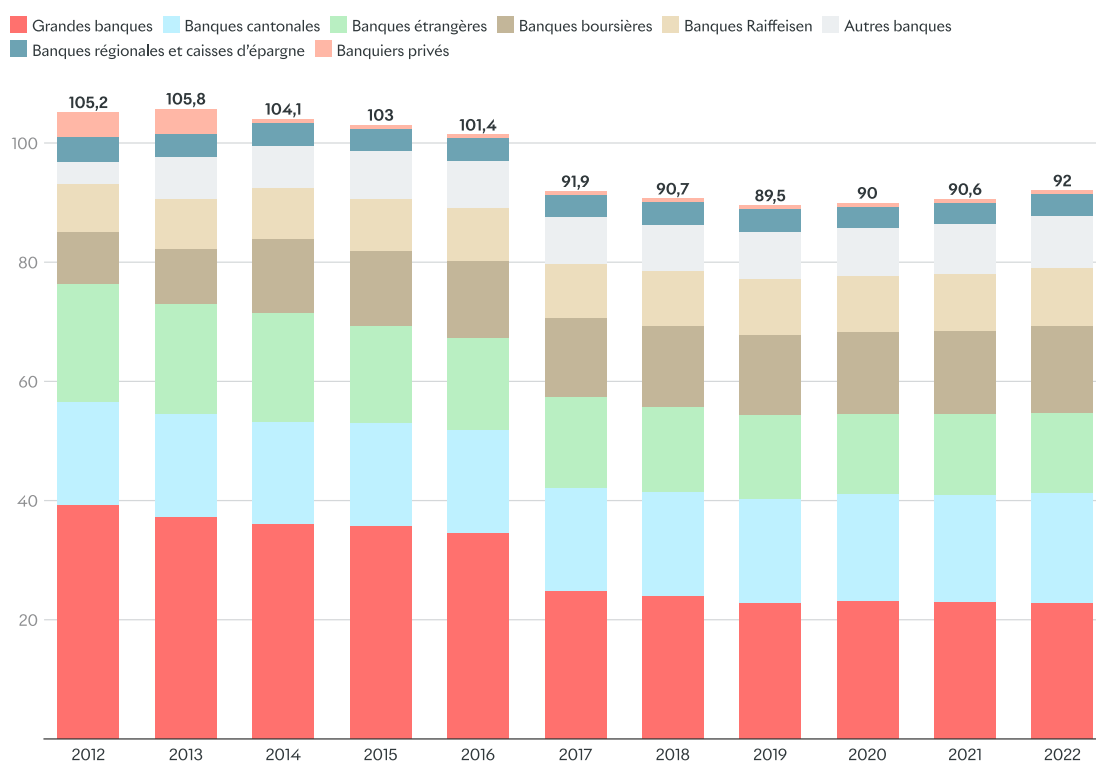
⁴⁷ SECO (2022). Situation sur le marché de l'emploi, décembre 2022.

bancaire, soit 699 de moins qu'à fin 2021. Dans le courant de l'année 2022, les grandes banques ont supprimé 25 postes, alors que les autres groupes de banques en ont créé 1 453 au total. Cela confirme les prévisions optimistes qui ressortaient de l'enquête de l'ASB sur l'emploi dans les banques en Suisse réalisée l'année dernière. En raison de la hausse des effectifs, les charges de personnel ont augmenté de CHF 355,8 millions en 2022 par rapport à 2021. Pour ce qui est de la répartition des sexes au sein du personnel bancaire, la part des femmes dans les effectifs en Suisse est restée stable, à 38,3 % (35 263 équivalents plein temps). Comme les années précédentes, les banques Raiffeisen ainsi que les banques régionales et caisses d'épargne figuraient en tête des employeurs de main d'œuvre féminine, à respectivement 44,8 % et 44,5 %.

Graphique 22

Effectifs des banques en Suisse

En milliers d'équivalents plein temps



Nota concernant l'année 2017: effet exceptionnel résultant d'un transfert de personnel effectué par une grande banque vers une société de services intragroupe.

Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

Graphique 23

Evolution des effectifs par groupes de banques

En équivalents plein temps

Groupes de banques	2021	2022	Variation
Banques cantonales	18 091	18 325	234
Grandes banques	22 914	22 889	-25
Banques régionales et caisses d'épargne	3 640	3 689	50
Banques Raiffeisen	9 729	9 901	172
Banquiers privés	553	564	11
Banques étrangères	13 555	13 564	9
Autres banques	8 264	8 589	325
Banques boursières	13 845	14 497	653
Total	90 590	92 019	1 429

Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

5.2 Solidité de l'emploi dans les banques suisses avant les décisions concernant Credit Suisse

Si l'emploi dans les banques suisses a baissé de presque 2 % au premier semestre 2023, cette évolution est imputable exclusivement aux effectifs à l'étranger. Les effectifs en Suisse se sont en effet légèrement accrus (+0,3 %). Pour autant, l'enquête de l'ASB ne permet pas de dégager des perspectives claires quant à l'évolution de l'emploi d'ici la fin de l'année. Les anticipations des banques interrogées sont certes positives pour le second semestre 2023, mais les prévisions des grandes banques ne sont pas prises en compte.

Selon l'enquête annuelle réalisée par l'ASB sur l'emploi dans les banques suisses, les effectifs en Suisse ont légèrement augmenté (+0,3 %, soit +297 postes) entre fin 2022 et juin 2023. En revanche, les effectifs à l'étranger se sont nettement réduits sur la même période: avec 5 326 entrées pour 8 839 sorties (en équivalents plein temps), la baisse s'établit à 3,9 %. A en croire les médias, Credit Suisse a enregistré au premier semestre 2023 une réduction accrue de ses effectifs à l'étranger. Si les effectifs des banques suisses ont toujours augmenté davantage à l'étranger que sur le territoire national au cours des dernières années, on assiste pour la première fois en 2023 à une évolution inverse, à savoir une progression des effectifs en Suisse et un net recul à l'étranger.

Graphique 24

Total des effectifs en Suisse et à l'étranger

En équivalents plein temps	Etat au 30 juin 2023	Evolution au premier semestre 2023			
		Variation nette	Variation en %	Entrées	Sorties
Suisse	86 209	297	0,3%	4 203	-3 906
Etranger	86 898	-3 513	-3,9%	5 326	-8'839

Nota: nombre de réponses: 133; nombre de banques interrogées: 198. Les effectifs selon l'enquête de l'ASB ne correspondent pas à ceux résultant des statistiques de la BNS. Cet écart s'explique notamment par le taux de retour à l'enquête de l'ASB. Celui-ci s'est établi globalement à environ deux tiers, mais était nettement plus élevé pour les banques ayant des effectifs importants.

Graphique: Association suisse des banquiers · Source: enquête de l'Association suisse des banquiers (2023)

Fortes incertitudes quant à l'évolution des effectifs d'ici la fin de l'année

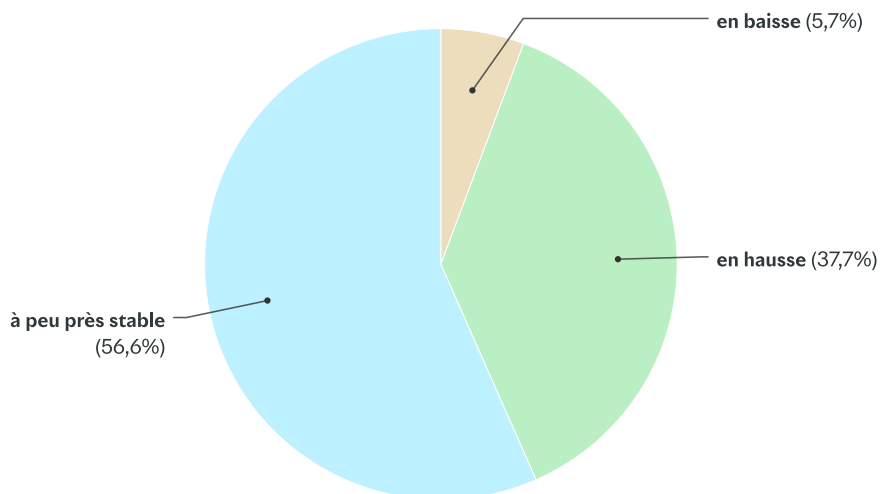
Sur les 198 banques interrogées par l'ASB dans le cadre de son enquête, 122 se sont prononcées sur l'évolution des effectifs attendue d'ici la fin de l'année. Comme les années précédentes, elles sont une bonne moitié à tabler sur des effectifs à peu près stables, et un peu plus d'un tiers à prévoir des effectifs en hausse. Cette anticipation est identique à celle exprimée il y a un an pour la fin de 2022. Les banques interrogées sont donc globalement optimistes, comme c'est le cas depuis quelques années déjà: la part des banques prévoyant une baisse de leurs effectifs n'a cessé de diminuer depuis 2013, avec une exception en 2019. Cette tendance persiste en 2023, où les banques interrogées ne sont que 5,7 % à prévoir des suppressions d'emplois d'ici la fin de l'année.

A la différence des résultats des enquêtes passées, ceux de l'enquête de cette année concernant les prévisions d'emploi en Suisse comportent une assez large part d'incertitude et sont à interpréter avec prudence. En effet, dans l'attente de décisions importantes en relation avec la reprise de Credit Suisse par UBS, les prévisions des grandes banques ont été sciemment écartées. Il est encore impossible de dire dans quelle mesure cette reprise impactera les effectifs en Suisse ni à quelle hauteur d'éventuelles suppressions d'emplois au sein des grandes banques seront compensées par des créations d'emplois dans d'autres banques suisses.

Graphique 25

Evolution de l'emploi attendue pour le second semestre 2023

Parts en % de toutes les réponses



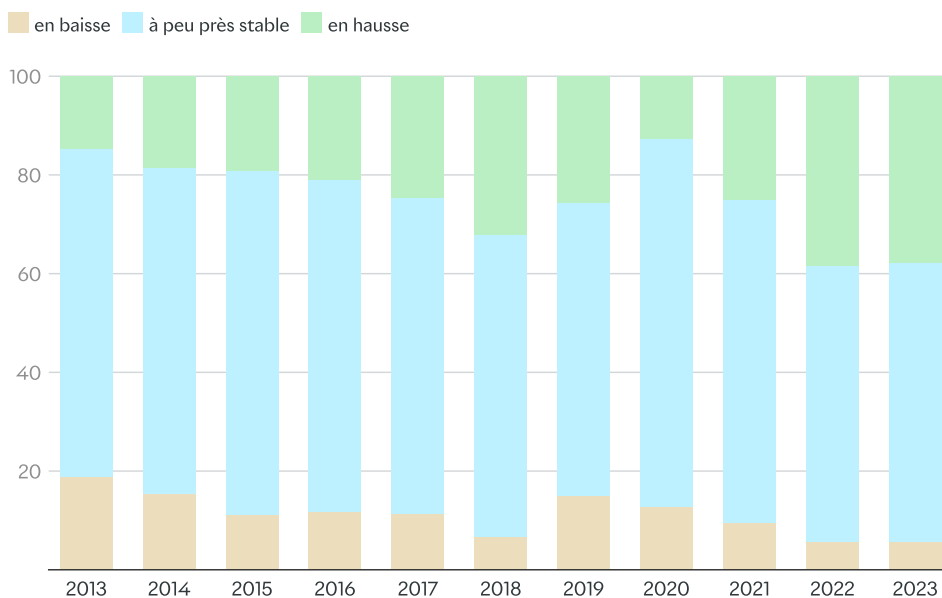
Nota: nombre de réponses: 133; nombre de banques interrogées: 198

Graphique: Association suisse des banquiers - Source: enquête de l'Association suisse des banquiers (2023)

Graphique 26

Résultats de l'enquête sur les prévisions d'emploi pour le second semestre 2023

En % de toutes les réponses



Nota: nombre de réponses: 122; nombre de banques interrogées: 198

Graphique: Association suisse des banquiers - Source: enquêtes de l'Association suisse des banquiers

Créations d'emplois en vue dans plusieurs domaines d'activité

Au-delà de la tendance générale, les banques ont été interrogées aussi sur leurs prévisions quant à l'évolution de l'emploi selon les domaines d'activité. L'analyse de leurs réponses montre que dans les domaines Retail Banking, Wealth Management et, dans une moindre mesure, Logistique, elles ont tendance à prévoir des créations d'emplois. Dans les domaines Asset Management institutionnel et Opérations de négoce, elles anticipent dans leur immense majorité (environ 90 %) une stabilité de l'emploi d'ici la fin de l'année. Les tendances attendues en matière d'emploi dans les différents domaines d'activité n'ont donc pas changé en 2023 par rapport à 2022.

Graphique 27

Tendances de l'emploi au second semestre 2023



Nota: nombre de réponses: 122; nombre de banques interrogées: 198

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: enquête de l'Association suisse des banquiers (2023)

Persistance d'un taux de chômage très faible dans le secteur financier au premier semestre 2023

A la fin de l'année 2022, que ce soit dans l'économie globale (2,2 %) ou dans le secteur financier (2,0 %), le taux de chômage était nettement inférieur à ses niveaux des années précédentes, conditionnés par la pandémie de COVID-19. Courant 2023, il est resté stable dans le secteur financier (juin 2023: 2,0 %) mais, dans l'économie globale, il a franchi à la baisse la barre des 2 % (juin 2023: 1,9 %), confirmant ainsi la reprise sur le front de l'emploi. La demande de personnel qualifié est forte. Selon la statistique de l'emploi (STATEM) de l'Office fédéral de la statistique (OFS), au premier trimestre 2023, on comptait 6 600 postes à pourvoir dans l'ensemble du secteur financier.

6. Swiss Banking Outlook

Perspectives encourageantes pour les banques

Dans son nouveau Swiss Banking Outlook, l'ASB présente l'évolution probable d'un certain nombre d'indicateurs (indicateurs conjoncturels et indicateurs des marchés financiers) ainsi que les perspectives sur des sujets importants pour l'activité de la place bancaire suisse. Ces anticipations reposent sur une enquête réalisée auprès d'expert.e.s chevronné.e.s des marchés financiers au sein d'établissements membres de l'ASB.

En 2023, l'ASB a interrogé pour la première fois des expert.e.s des marchés financiers sur l'évolution conjoncturelle des banques en Suisse et leur a demandé leur opinion sur divers sujets d'actualité concernant leurs activités. Le Swiss Banking Outlook présente la vision prospective de la branche sur l'évolution des indicateurs conjoncturels et des indicateurs des marchés financiers ainsi que sur les perspectives d'avenir de la place bancaire suisse.

Selon le Swiss Banking Outlook, la croissance économique s'établira à 0,9 % et l'inflation à 2,4 % sur l'année en cours. Les expert.e.s pensent majoritairement que le taux directeur de la Banque nationale suisse (BNS) ne dépassera pas son niveau actuel de 1,75 %. Pour 2024, les perspectives sont plus optimistes: on prévoit une croissance économique de 1,5 % ainsi qu'un recul de l'inflation et une inversion de tendance en ce qui concerne les taux d'intérêt.

Méthodologie du Swiss Banking Outlook

Seize expert.e.s chevronné.e.s des marchés financiers, issu.e.s d'établissements membres de l'ASB, ont répondu par écrit à une enquête sur les perspectives du secteur bancaire à court et moyen terme. Les personnes interrogées sont économiste en chef, Chief Investment Officer ou expert.e principal.e en placement. Les établissements concernés représentent près des deux tiers du total des bilans de toutes les banques en Suisse.

Le Swiss Banking Outlook présente une prévision de consensus sur l'évolution des indicateurs pertinents (indicateurs conjoncturels et indicateurs des marchés financiers) ainsi que des anticipations quant aux opportunités et aux risques inhérents aux activités bancaires en Suisse, dont spécifiquement la finance durable. Ses conclusions résultent des appréciations chiffrées ou formulées librement en réponse à une série d'affirmations. Les opinions des expert.e.s portent sur la place bancaire suisse dans son ensemble et non sur l'évolution de leur propre établissement financier.

L'enquête sous-jacente au présent Swiss Banking Outlook a été réalisée en mai 2023 pour la première fois et sera réitérée périodiquement.

S'agissant de la marche des affaires, le Swiss Banking Outlook anticipe une progression du résultat consolidé des banques en Suisse sur l'année en cours, après le recul enregistré en 2022. Le moteur principal de

cette progression devrait être le résultat accru des opérations d'intérêts. En revanche, au vu de la hausse du niveau des taux d'intérêt et du développement modéré de l'économie, la majorité des personnes interrogées table sur une croissance inférieure à la moyenne des crédits hypothécaires en 2023.

Selon le Swiss Banking Outlook, outre la hausse des taux d'intérêt, le potentiel de rendement des banques en Suisse réside, d'une part, dans l'amélioration continue de l'expérience client.e via les canaux numériques et, d'autre part, dans la finance durable. Sur l'année 2023, les investissements durables devraient connaître une forte croissance en volume. Quant aux risques pesant sur le rendement, ils résultent en particulier des coûts élevés liés à l'adaptation des systèmes informatiques, de la densité réglementaire croissante et de la perte de réputation que cette dernière est susceptible de générer pour la place financière suisse.

Timide embellie conjoncturelle

Le Swiss Banking Outlook table pour l'année en cours sur une croissance économique de 0,9 % et une inflation de 2,4 %. Pour 2024, il anticipe une croissance économique de 1,5 % ainsi qu'une inversion de tendance en ce qui concerne les taux d'intérêt.

Le Swiss Banking Outlook prévoit une hausse de 0,9 % du produit intérieur brut (PIB) de la Suisse sur l'année en cours. Quasiment deux tiers des personnes interrogées situent la croissance du PIB entre 0,6 % et 1,0 % en 2023. Le tiers restant se partage à parts égales pour anticiper une croissance du PIB soit légèrement supérieure (1,1 % à 1,5 %), soit inférieure (0 % à 0,5 %). Les personnes interrogées pensent que leurs prévisions sont plutôt dans la fourchette haute des anticipations, de sorte que la prévision du consensus comporte des risques de dégradation.

Pour 2024, le Swiss Banking Outlook est plus optimiste et table sur une croissance du PIB de 1,5 %. Plus de 80 % des personnes interrogées pensent qu'elle sera supérieure à 1 %, mais les prévisions individuelles divergent fortement. Cela reflète les fortes incertitudes quant à l'évolution économique à venir ainsi que la présence de divers risques de dégradation, comme par exemple la perte croissante de pouvoir d'achat et l'instabilité géopolitique.

Selon le Swiss Banking Outlook, l'inflation s'établira à 2,4 % en 2023. Trois quarts des personnes interrogées anticipent une poussée inflationniste de 2,1 % à 2,5 % sur l'ensemble de l'année. Pour 2024, la prévision du consensus est de 1,6 %. Les prix de l'énergie et des carburants, en particulier, devraient continuer à baisser. En revanche, au vu du taux directeur, les loyers devraient augmenter. Mais globalement, l'inflation devrait ralentir par rapport à l'année en cours.

Le 22 juin 2023, la BNS a relevé son taux directeur de 0,25 point de pourcentage pour le porter à 1,75 %, ce que le Swiss Banking Outlook avait anticipé au moment de l'enquête. Moins de la moitié des personnes interrogées ont dit s'attendre à un nouveau relèvement en cours d'année, à 2 % voire 2,25 %. Pour 2024, près de la moitié également tablent sur un taux directeur abaissé à 1,5 % voire 1,25 %, tandis qu'un tiers pensent qu'il s'établira à 1,75 % en fin d'année. Globalement, les personnes interrogées sont toutefois unanimes pour dire que le ralentissement de l'inflation en 2024 devrait entraîner un aplatissement de la courbe des taux d'intérêt.

S'agissant de l'évolution des taux de change, le Swiss Banking Outlook prévoit une nouvelle appréciation du franc suisse, mais un peu moins marquée par rapport à l'euro que par rapport au dollar américain. Il

anticipe en fin d'année des taux de change de 0,97 EUR/CHF et de 0,88 USD/CHF. Ses prévisions sont pratiquement identiques pour 2024.

Le Swiss Banking Outlook est optimiste quant à l'évolution des marchés d'actions. Il prévoit un Swiss Market Index (SMI) à 11 670 points en fin d'année, soit une hausse de 8,8 % sur 2023, sachant que les prévisions des expert.e.s varient entre 11 200 points (+4,4 %) et 12 300 points (+14,6 %). L'évolution modérément positive des cours de Bourse devrait perdurer en 2024, mais se tasser quelque peu par rapport à 2023. Concrètement, le Swiss Banking Outlook table pour 2024 sur un SMI à 12 258 points, soit une nouvelle hausse de 5 % sur l'année. Depuis 2017, le SMI a augmenté en moyenne de 6 % par an.

Graphique 28

Prévision du consensus quant à l'évolution de divers indicateurs conjoncturels et indicateurs du marché financier

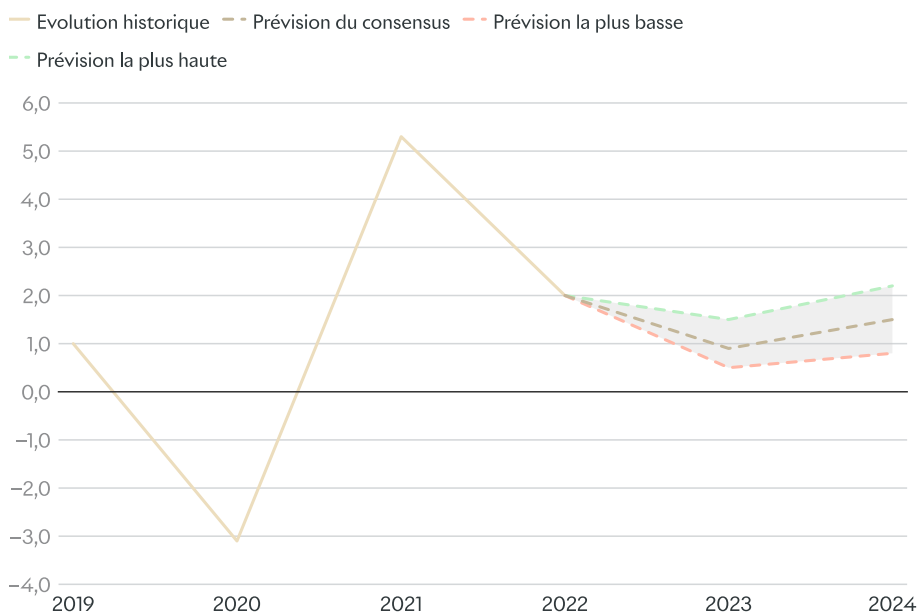
	Variation du PIB, en %	Inflation, en %	Taux de change CHF/EUR	Taux de change CHF/USD	SMI en fin d'année
2023	0,9	2,4	0,97	0,88	11'671
2024	1,5	1,6	0,97	0,87	12'258

Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Swiss Banking Outlook

Graphique 29

Variation du PIB

En %

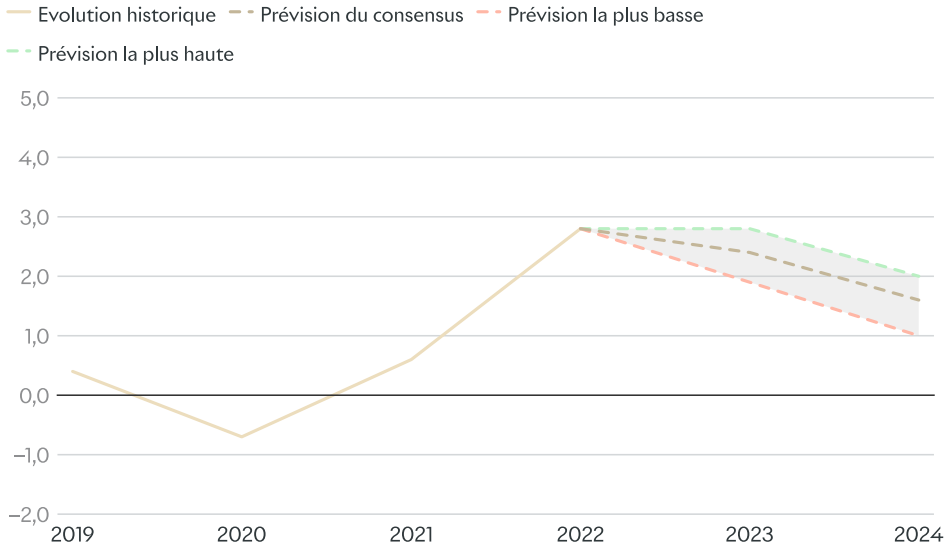


Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Swiss Banking Outlook, Secrétariat d'Etat à l'économie

Graphique 30

Inflation

En %

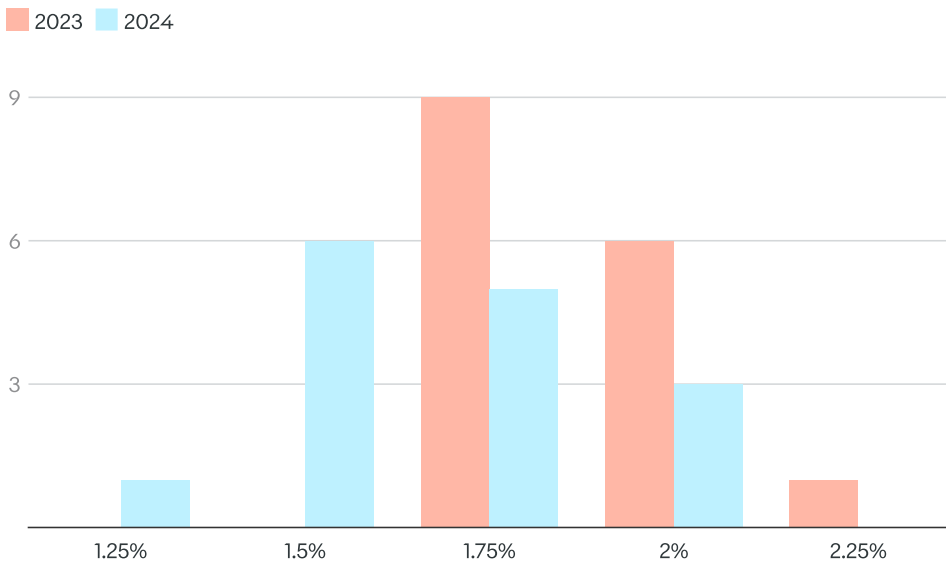


Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Swiss Banking Outlook, Secrétariat d'Etat à l'économie

Graphique 31

Taux directeur de la BNS prévu en fin d'année

Nombre de mentions

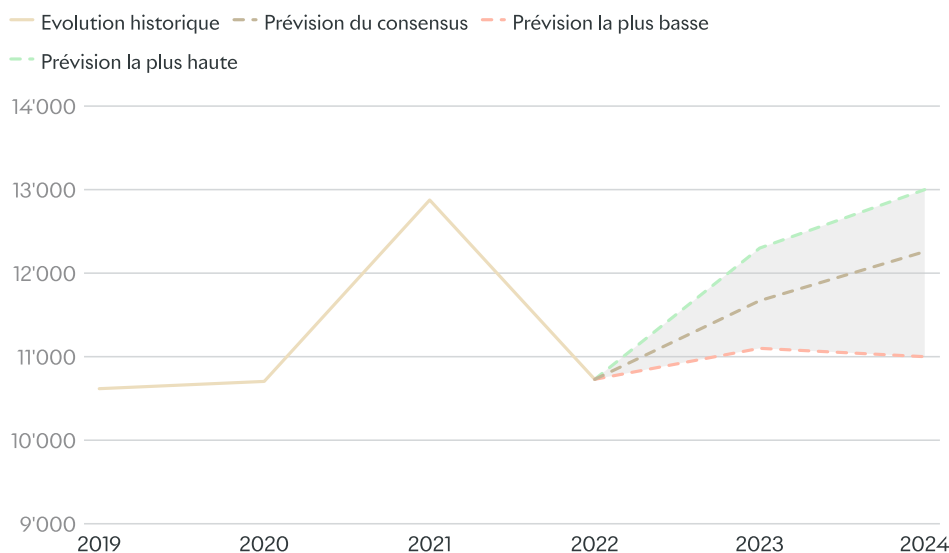


Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Swiss Banking Outlook

Graphique 32

Swiss Market Index (SMI)

Niveau de l'indice en fin d'année



Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Swiss Banking Outlook, SIX Swiss Exchange

Résultat consolidé porté par la dynamique des opérations d'intérêts

Le Swiss Banking Outlook prévoit pour 2023 un résultat consolidé en hausse par rapport à 2022, avec pour moteur principal les opérations d'intérêts. En revanche, la croissance des crédits hypothécaires devrait être inférieure à la moyenne en 2023.

Si le résultat consolidé des banques en Suisse a légèrement régressé en 2022, le Swiss Banking Outlook prévoit qu'il progressera en 2023. Toutefois, un cinquième des personnes interrogées anticipent un résultat consolidé inchangé et un autre cinquième tablent même sur une baisse. Ces écarts d'appréciation quant à l'évolution du résultat consolidé en 2023 pourraient résulter en particulier des fortes incertitudes concernant le résultat des grandes banques.

Selon le Swiss Banking Outlook, le moteur principal de la hausse du résultat consolidé prévue en 2023 est la hausse du résultat des opérations d'intérêts. Celle-ci s'explique notamment par le tournant en matière de taux d'intérêt, qui permet aux banques de reconstituer quelque peu leur marge dans ce domaine essentiel pour elles. Dès 2022, le résultat des opérations d'intérêts s'est à nouveau inscrit en hausse par rapport à 2021, alors que les taux d'intérêt étaient encore négatifs pendant une partie de l'année.

S'agissant du résultat des opérations de commissions et prestations de services ainsi que du résultat des opérations de négoce, aucune tendance claire ne ressort du Swiss Banking Outlook. Environ 40 % des personnes interrogées pensent que dans ces deux domaines, le résultat s'inscrira en hausse par rapport à 2022, mais elles sont tout aussi nombreuses à tabler sur une stabilité. L'évolution plus favorable des marchés d'actions au premier semestre 2023 est citée parmi les facteurs positifs en termes de résultat,

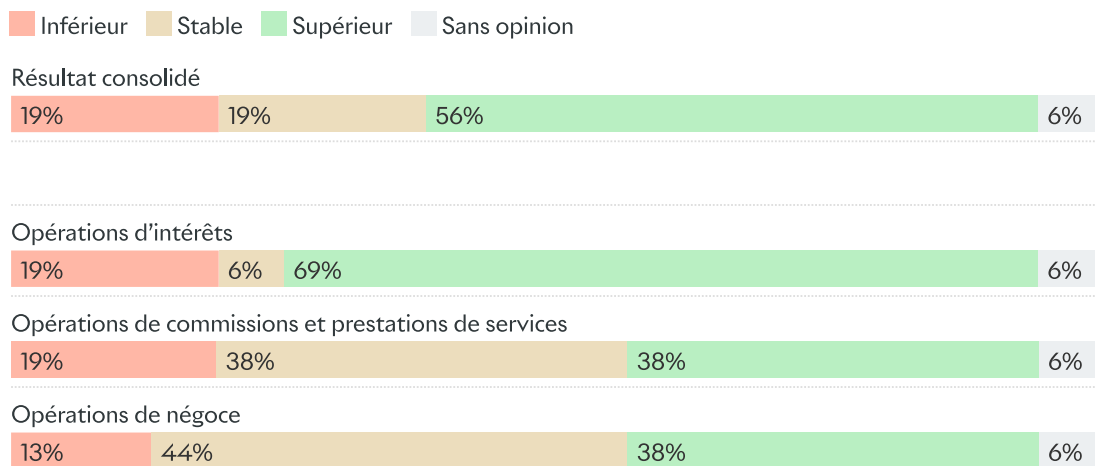
sans compter que l'évolution économique se révèle un peu plus robuste que ce que l'on prévoyait en 2022. Parmi les facteurs négatifs, les personnes interrogées mentionnent les incertitudes persistantes quant à l'évolution boursière et économique, qui incitent la clientèle à la prudence.

Le Swiss Banking Outlook prévoit une croissance du crédit inférieure à la moyenne des cinq dernières années. C'est particulièrement net pour les crédits hypothécaires. Les expert.e.s expliquent cela par la hausse du niveau des taux d'intérêt et par le développement globalement modéré de l'économie. En ce qui concerne les crédits non hypothécaires, le Swiss Banking Outlook est également circonspect, mais les anticipations à cet égard divergent fortement. Plus de la moitié des personnes interrogées tablent sur une croissance inférieure à la moyenne, un quart sur une croissance conforme à la moyenne. Un des arguments avancés est que les crédits non hypothécaires sont moins sensibles aux prix et qu'une demande accrue de crédit de la part des entreprises, afin de s'assurer des liquidités, compense le recul de la demande de crédits à la consommation et de crédits d'investissement.

S'agissant de l'évolution à venir des actifs sous gestion, le Swiss Banking Outlook ne dégage aucune tendance claire. Un quart des personnes interrogées prévoient des entrées nettes de fonds en 2023, un quart des sorties nettes de fonds, et un tiers un équilibre entre les entrées et les sorties. Les expert.e.s qui prévoient des sorties nettes de fonds expliquent leur position principalement par l'incertitude quant aux effets de la reprise de Credit Suisse par UBS sur la gestion de fortune. Celles et ceux qui prévoient des entrées nettes de fonds soulignent pour leur part la croissance des actifs financiers mondiaux.

Graphique 33

Evolution prévue en (2023 par rapport à 2022)



Nota: le total peut n'être pas égal à 100 % en raison des effets d'arrondi.

Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Swiss Banking Outlook

Graphique 34

Prévisions de croissance du crédit (2023)

Taux de croissance par rapport à la moyenne des cinq dernières années

■ Inférieur
 ■ Stable
 ■ Supérieur
 ■ Sans opinion

Crédits hypothécaires en Suisse



Crédits non hypothécaires en Suisse



Nota: entre 2018 et 2022, la croissance moyenne s'est établie à 3,34 % pour les crédits hypothécaires et à 3,26 % pour les crédits non hypothécaires en Suisse.

Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Swiss Banking Outlook

Graphique 35

Evolution prévue des flux nets d'argent frais en provenance de l'étranger (2023)

■ Sorties nettes de fonds
 ■ Stabilité
 ■ Entrées nettes de fonds
 ■ Sans opinion



Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Swiss Banking Outlook

Deux potentiels importants: l'expérience numérique de la clientèle et la finance durable

Selon le Swiss Banking Outlook, le principal potentiel de rendement pour la place bancaire suisse réside sur les douze prochains mois dans l'expérience numérique de la clientèle et dans la finance durable, ainsi que dans la hausse des taux d'intérêt. En revanche, les coûts élevés liés à l'adaptation des systèmes informatiques, la densité réglementaire croissante et une éventuelle perte de réputation de la place financière suisse font peser un risque sur le rendement.

Le Swiss Banking Outlook identifie comme potentiels de rendement importants pour la place bancaire suisse, d'une part, l'amélioration continue de l'expérience client.e via les canaux numériques et, d'autre part, le développement des offres en matière de finance durable. Le recours accru aux canaux numériques lève des barrières d'accès aux services financiers et permet de toucher de nouveaux segments de clientèle.

• Swiss Banking

Quant à la prise en compte des critères ESG⁴⁸ dans les décisions de placement, elle répond à une attente de plus en plus prégnante de la clientèle.

Il ressort également du Swiss Banking Outlook qu'avec la hausse des taux d'intérêt et le franchissement de l'étiage en matière de marges d'intérêts, les banques en Suisse verront augmenter leurs produits d'intérêts. Par ailleurs, les arbitrages au détriment des dépôts et en faveur des titres, qui prennent de l'ampleur en raison des taux élevés d'inflation, recèlent un potentiel substantiel pour les banques. Une petite majorité des expert.e.s considère en outre que l'incertitude qui prévaut actuellement à l'échelon mondial rend plus attrayants les produits à forte marge. Dans un contexte à haut risque, les prestations de conseil fournies par les banques sont plus que jamais appréciées. En revanche, les réévaluations liées à la hausse des taux d'intérêt peuvent conduire les investisseuses et les investisseurs à procéder à des arbitrages ou à réduire leurs portefeuilles de placement, impactant ainsi le produit des opérations de commissions et prestations de services. De plus, la hausse des taux d'intérêt va de pair avec une moindre dynamique de la croissance du crédit. Les personnes interrogées considèrent dès lors dans leur grande majorité que le resserrement de la politique monétaire et le ralentissement conjoncturel susceptible d'en résulter font peser un risque sur le rendement.

Selon le Swiss Banking Outlook, le *mainstreaming* des crypto-actifs recèle un potentiel de rendement négligeable pour la place bancaire suisse sur les douze prochains mois. Cette anticipation prudente est à appréhender notamment dans le contexte des fortes pertes de valeur subies par diverses cryptomonnaies en 2022, ainsi que de la fermeté affichée par l'autorité fédérale américaine de surveillance des marchés financiers (SEC) envers Binance et Coinbase, les deux crypto-bourses les plus importantes en termes de chiffre d'affaires.

Le potentiel de rendement inhérent à une expérience client.e élargie se répercute dans une certaine mesure sur les risques de rendement. Les expert.e.s voient dans l'adaptation très coûteuse des systèmes informatiques le risque majeur. Outre le développement des offres numériques, le renforcement de la cybersécurité et le recours accru à des prestations de cloud computing devraient peser sur les investissements dans les systèmes informatiques.

La densification réglementaire constitue également un risque financier significatif pour les banques. Selon les personnes interrogées, elle menace de compromettre la compétitivité des banques suisses. En matière de finance durable, il existe le risque que l'on s'écarte de plus en plus d'une approche fondée sur les mécanismes de marché et l'autorégulation.

En outre, l'effondrement de Credit Suisse et sa reprise par UBS ont amené à s'interroger quant à une éventuelle perte de réputation de la place bancaire suisse. Selon le Swiss Banking Outlook, il existe en effet des risques à cet égard.

Le Swiss Banking Outlook considère que dans l'immédiat, les risques liés aux *bankdiscounters* et à l'arrivée massive d'entreprises technologiques sur le marché sont gérables. Les *bankdiscounters* ne pratiquent pas le *relationship banking* classique, de sorte qu'ils s'adressent pour partie à d'autres segments de clientèle et n'ébranlent pas directement la base de revenus des banques traditionnelles. S'agissant de l'arrivée d'entreprises technologiques sur le marché, elle se matérialise aujourd'hui principalement par des applications de paiement. Mais comme l'utilisation de ces dernières nécessite toujours de disposer

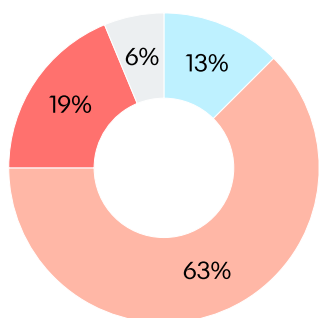
⁴⁸ La spécificité de la finance durable est qu'elle intègre les critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) dans les décisions commerciales ou d'investissement. Cf. <https://www.swissbanking.ch/fr/themes/sustainable-finance>.

d'un compte bancaire, les banques restent intégrées dans la chaîne de création de valeur – et elles sont souvent garantes de la relation de confiance entre les établissements financiers concernés et la clientèle.

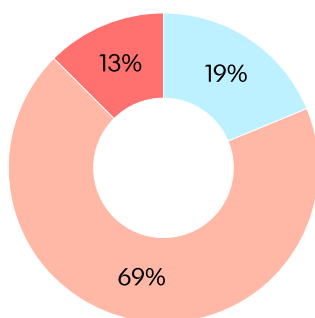
Graphique 36

Opinions quant à l'importance de certains potentiels pour la place bancaire suisse

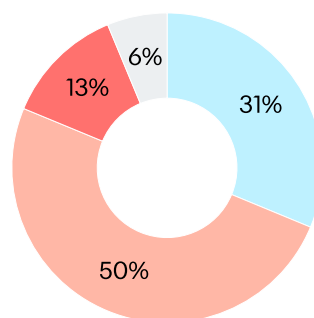
■ Négligeable ■ Important ■ Très important ■ Sans opinion



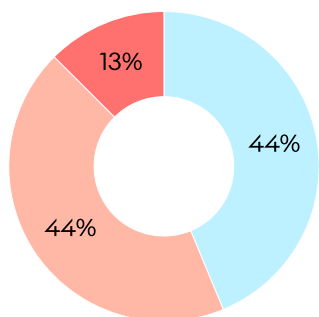
L'amélioration de l'expérience numérique de la clientèle accroîtra le volume des transactions



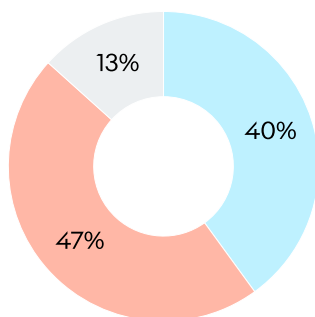
La finance durable incitera de nouveaux segments de clientèle à choisir des produits à forte marge



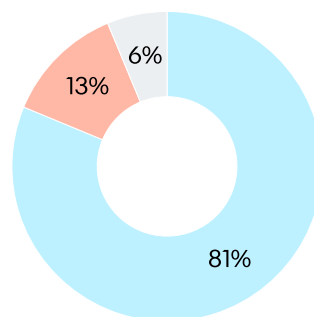
La hausse persistante des taux d'intérêt creusera les marges



L'inflation conduira à des arbitrages au détriment des dépôts et en faveur des titres



Les produits à forte marge seront favorisés en raison des incertitudes mondiales



Le mainstreaming des crypto-actifs accroîtra le volume de placement

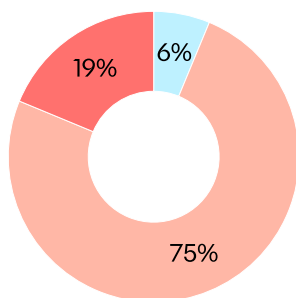
Nota: le total peut n'être pas égal à 100 % en raison des effets d'arrondi.

Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Swiss Banking Outlook

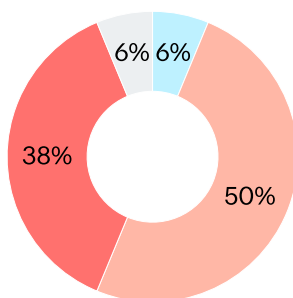
Graphique 37

Opinions quant à l'importance de certains risques pour la place bancaire suisse

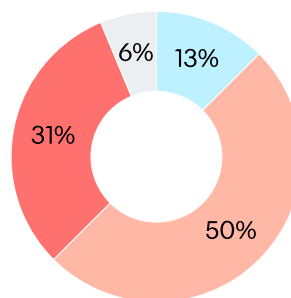
■ Négligeable ■ Important ■ Très important ■ Sans opinion



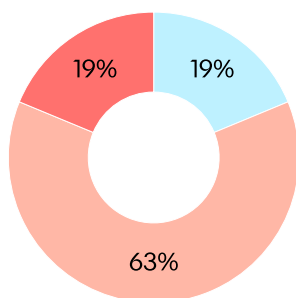
L'adaptation des systèmes informatiques générera de nouvelles hausses des coûts



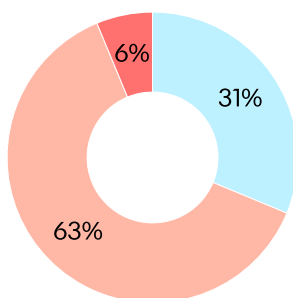
La densité réglementaire croissante fera flamber les coûts



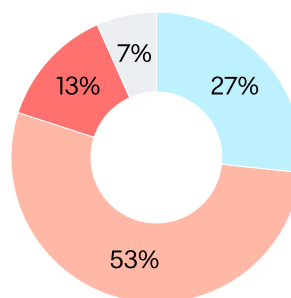
La perte de réputation de la place financière et les incertitudes juridiques réduiront la base de clientèle



Le resserrement de la politique monétaire, utilisé comme frein conjoncturel, réduira le chiffre d'affaires et accroîtra les risques



Les bankdiscounters comprimeront les marges



L'arrivée massive d'entreprises technologiques et d'autres non-banques réduira les parts de marché des banques

Nota: le total peut n'être pas égal à 100 % en raison des effets d'arrondi.

Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Swiss Banking Outlook

Croissance ininterrompue en matière de finance durable

La finance durable, très dynamique, reste sur sa lancée. Après un recul temporaire en 2022, le Swiss Banking Outlook anticipe pour 2023 une reprise de la forte croissance en volume des investissements durables. Observée depuis des années, cette croissance est portée par les besoins de la clientèle.

Le volume total des investissements durables en Suisse s'est inscrit en baisse de 19 % entre 2021 et 2022, passant d'environ CHF 1 983 milliards en 2021 à environ CHF 1 610 milliards en 2022. Ce recul s'explique principalement par l'évolution défavorable du marché. Mais dans une perspective plus large, la tendance dominante apparaît clairement: entre 2011 et 2022, le volume total des investissements durables a augmenté en moyenne d'environ 44 % par an.⁴⁹ Selon le Swiss Banking Outlook, cette tendance perdurera en 2023. Si la moitié des expert.e.s situent la croissance des investissements durables entre 0 % et 24 %, l'autre moitié n'hésite pas à miser sur une fourchette de 25 % à 49 %.

Outre l'évolution favorable du marché, la croissance des investissements durables est portée par la persistance d'une forte demande. Selon le Swiss Banking Outlook, d'une part, ce sont les préférences de la clientèle elle-même qui sont à l'origine de la croissance en volume. D'autre part, 75 % des personnes interrogées indiquent que les changements dans les prescriptions de placement ainsi que la volonté des investisseurs institutionnels de préserver leur réputation contribuent à stimuler la demande d'investissements durables. Il faut donc s'attendre selon elles à ce que les caisses de pension, fondations et autres investisseurs institutionnels continuent à privilégier de plus en plus la finance durable. Forts d'un volume de placement considérable, ces investisseurs sont un moteur puissant de l'évolution vers la prise en compte des critères ESG. A en croire l'enquête, les attentes de la clientèle à cet égard ne sont pas dictées en premier lieu par des promesses de rendement à court terme, mais résultent de préoccupations environnementales et climatiques à plus long terme.

Selon le Swiss Banking Outlook, la croissance en volume des investissements durables s'explique aussi partiellement par des reclassifications d'entreprises. Environ 40 % des personnes interrogées indiquent que le transfert d'entreprises jusqu'alors conventionnelles dans une catégorie répondant aux critères ESG a contribué à cette croissance, que ce soit grâce aux efforts entrepris par les entreprises concernées ou en raison de nouvelles définitions.

Le secteur financier suisse joue un rôle important dans la réalisation des objectifs climatiques et de développement durable de la Confédération. Les banques fournissent des prestations de conseil et des produits innovants à leur clientèle, qui est ainsi mieux à même d'effectuer des investissements durables. Si le volume de ces derniers a fortement augmenté et reste sur sa lancée, c'est que les efforts considérables des banques pour intégrer et prendre en compte systématiquement les préférences ESG de la clientèle portent leurs fruits. Les Directives pour les prestataires de services financiers relatives à l'intégration des préférences ESG et des risques ESG dans le conseil en placement et la gestion de fortune, publiées par l'ASB en juin 2022, prévoient des normes minimales qui aident les acteurs de la branche à répondre de manière ciblée aux attentes de leur clientèle en matière de finance durable.⁵⁰ Le Swiss Banking Outlook montre enfin que la croissance des produits ESG a un effet positif sur les marges des établissements financiers. Promouvoir les investissements durables est donc dans l'intérêt de tous les acteurs. Cela

⁴⁹ Swiss Sustainable Finance (2023). Rapport sur l'investissement durable en Suisse 2023.

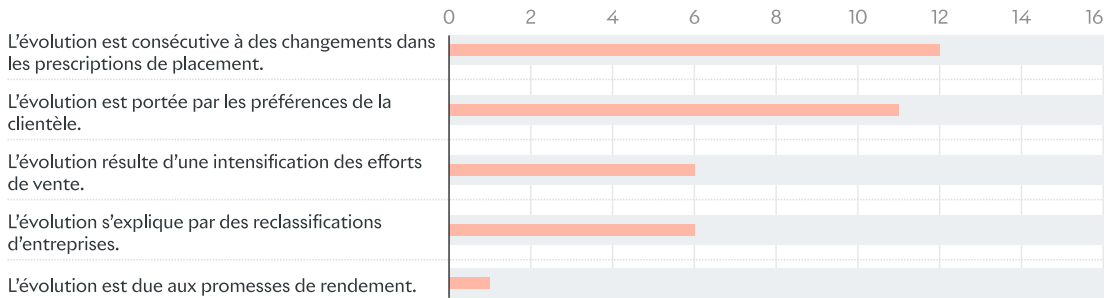
⁵⁰ <https://www.swissbanking.ch/fr/themes/sustainable-finance/autoregulations-en-matiere-de-finance-durable>

renforce encore la croissance et permet à la place financière suisse de conforter sa position de leader mondial en matière de finance durable.

Graphique 38

Moteurs de la finance durable

Nombre de mentions



Nota: 16 réponses, réponses multiples possibles

Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Swiss Banking Outlook

• Swiss Banking

Bibliographie

Association suisse des banquiers (ASB)

«Recommandations en matière de Business Continuity Management (BCM)», août 2013, consultées le 24 juillet 2023 sur https://www.swissbanking.ch/_Resources/Persistent/e/b/c/d/ebcd0c3c17d5b62fa173f01-280310622b799fad5/ASB_Directives_Recommandations_en_matie%CC%80re_de_Business_Continuity_Management_2013_FR.pdf

«Directives relatives aux exigences minimales pour les financements hypothécaires», août 2019, consultées le 24 juillet 2023 sur https://www.swissbanking.ch/_Resources/Persistent/9/5/c/9/95c9c3cbf40-cb4ad6a10be39d257713f1c169c6d/SBA_Directives_relatives_aux_exigenes_minimales_pour_les_finance-ments_hypoth%C3%A9caires_FR.pdf

«Stellungnahme zum Vorentwurf des Bundesgesetzes über den elektronischen Identitätsnachweis und andere elektronische Nachweise (VE-E-ID-Gesetz, BE-BGEID)»* [prise de position relative à l'avant-projet de loi fédérale sur l'identité électronique et autres moyens de preuve électroniques (loi sur l'e-ID, LeID)], octobre 2022, consultée le 24 juillet 2023 sur https://www.swissbanking.ch/_Resources/Persistent/0/1/3/b/013b2ec7b8b4fe55c7e02e77ffb88048d248138f/SBVg_Stellungnahme%20Vernehmlassung%20VE-BGEID.pdf

«Bâle III final. Prise de position de l'ASB», décembre 2022, consultée le 24 juillet 2023 sur https://www.swissbanking.ch/_Resources/Persistent/9/0/5/0/9050d3aef3c97f72c5ff79eed2af74382-457d0e/Basel%20III%20Final_Layout_FR.pdf

«Le jeton de monnaie scripturale. Une nouvelle monnaie pour la Suisse numérique. Livre blanc de l'ASB», mars 2023, consulté le 24 juillet 2023 sur https://www.swissbanking.ch/_Resources/Persistent/-9/b/d/1/9bd1fdcf2758f19c6b29b8020c1a59a891069676/ASB_Le_jeton_de_monnaie_scripturale_FR_2023.pdf

«Memorandum of Understanding entre des banques suisses visant à rendre possibles et à concrétiser des offres initiales de multibanking destinées aux personnes physiques», mai 2023, consulté le 24 juillet 2023 sur https://www.swissbanking.ch/_Resources/Persistent/9/a/d/c/9adcd27f56e9859b7f4a1848d9ef97cd-a65b5f81/Retail_Multibanking_MoU_FR.pdf

Banque centrale européenne (BCE)

«Décisions de politique monétaire», communiqués de presse, mai et juillet 2023

Banque nationale suisse (BNS)

«Portail de données de la Banque nationale suisse», juillet 2022

«Rapport de gestion 2021», mars 2022

«Examen du 16 juin 2022 de la situation économique et monétaire. La Banque nationale resserre sa politique monétaire en relevant à -0,25 % le taux directeur de la BNS», juin 2022

«Note concernant les taux d'intérêt appliqués aux avoirs à vue», septembre 2022

«Rapport de gestion 2022», mars 2023

• Swiss Banking

«Examen du 22 juin 2023 de la situation économique et monétaire. La Banque nationale poursuit le resserrement de sa politique monétaire et relève son taux directeur à 1,75 %», juin 2023

«Financial Stability Report 2023»** [Rapport sur la stabilité financière 2023], juin 2023

Centre de recherches conjoncturelles de l'EPFZ (KOF)

«Nette augmentation des faillites d'entreprises», 7 juillet 2023, consulté le 24 juillet 2023 sur <https://kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/kof-bulletin/numeros/2023/07/Nette-augmentation-des-faillites-dentreprises.html>

Conseil fédéral

«Etat actuel des relations Suisse-UE. Rapport du Conseil fédéral du 9 juin 2023», juin 2023

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

«Le Conseil fédéral approuve les paramètres d'un mandat de négociation avec l'Union européenne», communiqué de presse, juin 2023

Federal Reserve (Fed)

«FOCM statement and implementation note»**, communiqués de presse, mai et juillet 2023

Finanz und Wirtschaft

«Flash Bank Runs»*, juin 2023

Fonds monétaire international (FMI)

«Rapport sur la stabilité financière dans le monde», avril 2023

«Perspectives de l'économie mondiale», juillet 2023

Office fédéral de la statistique (OFS)

«Indice suisse des prix à la consommation en décembre et renchérissement annuel 2022», janvier 2023

Orbit36 Risk Finance Solutions SA

«Analyse der Entwicklung der Sparzinsen im Vergleich zu den Hypothekarzinsen bei den Schweizer Banken»* [analyse comparée de l'évolution des taux d'intérêt de l'épargne et des taux hypothécaires dans les banques suisses], étude réalisée sur mandat de l'ASB, mars 2023

Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE)

«Cadre de déclaration des crypto-actifs et modifications de la Norme commune de déclaration», octobre 2022, consulté le 24 juillet 2023 sur <https://www.oecd.org/fr/fiscalite/echange-de-renseignements-fiscaux/cadre-de-declaration-des-crypto-actifs-et-modifications-de-la-norme-commune-de-declaration.pdf>

• Swiss Banking

Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

«Ukraine: montant des dépôts déclarés et des valeurs patrimoniales gelées en Suisse», communiqué de presse, décembre 2022

«Tendances conjoncturelles», été et automne 2022, printemps et été 2023

«La situation sur le marché du travail», publication mensuelle, 2023

Swiss Finance Institute (SFI)

«Global Financial Regulation, Transparency, and Compliance Index (GFRTCI)», mai 2023

Swiss Sustainable Finance (SSF)

«Swiss Sustainable Finance Investment Market Study»**, juin 2023 [synthèse disponible en français sous le titre «Rapport sur l'investissement durable en Suisse 2023», https://marketstudy2023.sustainablefinance.ch/wp-content/uploads/2023/06/SSF_2023_MS_Summary_F.pdf]

* En allemand uniquement

** En anglais uniquement